

Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE

Note

(1) Chambre des représentants:
(www.lachambre.be)
Documents : 55-2742 (2021/2022)
Compte rendu intégral : 20 juillet 2022

Met 's Lands zegel gezegeld:
De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE

Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers :
(www.dekamer.be)
Stukken : 55-2742 (2021/2022)
Integraal Verslag : 20 juli 2022

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

[C - 2022/43113]

**16 DECEMBRE 2022. — Arrêté royal relatif
au service bancaire de base pour les entreprises**

RAPPORT AU ROI

Sire,

INTRODUCTION

L'arrêté proposé vise à mettre en œuvre la loi du 8 novembre 2020 portant insertion des dispositions en matière de service bancaire de base pour les entreprises dans le livre VII du Code de droit économique et les articles 12 à 19 de la loi du 25 septembre 2022 portant diverses dispositions en matière d'Économie.

Le projet d'arrêté met en œuvre l'article 108 de la Constitution.

Le projet d'arrêté met en œuvre les articles VII.59/4, §§ 3, alinéas 1^{er}, 3, 4, 5 et 7, et 5, VII.59/5, VII.59/6, § 3, alinéa 2 et VII.59/7, § 2 et les articles VII.59/9, VII.59/10 et VII.59/11, alinéa 3, du Code de droit économique.

Il est indispensable pour une entreprise de disposer d'un compte bancaire permettant d'exécuter les opérations de paiement nécessaires afin de pouvoir participer aux échanges économiques et juridiques.

Avant qu'une entreprise ne commence une activité indépendante, elle doit ouvrir un compte à vue auprès d'une banque ou d'une autre institution financière. Cela vaut pour une activité en tant que personne physique ou société.

Certaines entreprises rencontrent cependant des difficultés dans la pratique pour obtenir un compte bancaire.

L'arrêté royal vise ainsi à offrir à ces entreprises la possibilité d'ouvrir un compte assorti de services de paiement leur permettant d'exercer leur activité professionnelle.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}.

Cet article concerne les définitions et n'appelle pas d'autres commentaires.

CHAPITRE 2. — La chambre du service bancaire de base

Section 1^{re}. Compétences

Art. 2.

Pour augmenter la lisibilité de la disposition, les différents alinéas ont été regroupés sous des paragraphes.

Le champ d'application du service bancaire de base pour les entreprises a été étendu aux missions diplomatiques par la loi du 25 septembre 2022 portant diverses dispositions en matière d'Économie, car elles sont confrontées au même problème pour obtenir ou maintenir un compte de paiement.

Conformément à l'article VII.59/4, § 1^{er}, du Code de droit économique, toute entreprise ou mission diplomatique établie en Belgique peut introduire une demande auprès de la chambre du service bancaire de base lorsqu'elle s'est vu refuser trois fois un des services visés à l'article I.9, 1^o, a), b) ou c), du Code de droit économique par au moins trois établissements de crédit qui proposent ces services. Il n'est donc

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

[C - 2022/43113]

**16 DECEMBER 2022. — Koninklijk besluit
houdende de basisbankdienst voor ondernemingen**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

INLEIDING

Het voorgestelde besluit beoogt de wet van 8 november 2020 houdende invoering van bepalingen inzake de basisbankdienst voor ondernemingen in boek VII van het Wetboek van economisch recht en de artikelen 12 tot en met 19 van de wet van 25 september 2022 houdende diverse bepalingen inzake Economie ten uitvoer te brengen.

Het ontwerpbesluit geeft uitvoering aan artikel 108 van de Grondwet.

Het ontwerpbesluit geeft uitvoering aan de artikelen VII.59/4, §§ 3, eerste, derde, vierde, vijfde en zevende lid, en 5, VII.59/5, VII.59/6, § 3, tweede lid en VII.59/7, § 2 en de artikelen VII.59/9, VII.59/10 en VII.59/11, derde lid, van het Wetboek van economisch recht.

Het kunnen beschikken over een bankrekening om hiermee de noodzakelijke betalingsverrichtingen te kunnen doen is een noodzaak voor een onderneming om deel te kunnen nemen aan het economisch rechtsverkeer.

Voor een onderneming een zelfstandige activiteit begint, moet zij een zichtrekening openen bij een bank of een andere financiële instelling. Dit geldt zowel voor een activiteit als natuurlijke persoon of als vennootschap.

Sommige ondernemingen ondervinden in de praktijk echter moeilijkheden om een bankrekening te verkrijgen.

Dit koninklijk besluit strekt ertoe, dergelijke ondernemingen de mogelijkheid te bieden om een rekening met betalingsdiensten te openen, waarmee ze hun beroepsactiviteit kunnen uitoefenen.

ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

HOOFDSTUK 1. — Definities

Artikel 1.

Dit artikel betreft de definities en behoeft geen verdere commentaar.

HOOFDSTUK 2. — De basisbankdienst-kamer

Afdeling 1. De bevoegdheden

Art. 2.

Om de leesbaarheid van de bepaling te vergroten werden de verschillende leden gegroepeerd onder paragrafen.

Het toepassingsgebied van de basisbankdienst voor ondernemingen werd bij wet houdende diverse bepalingen inzake Economie van 25 september 2022 uitgebreid tot diplomatieke zendingen aangezien zij met dezelfde problematiek tot het verkrijgen of behouden van een betaalrekening worden geconfronteerd.

Overeenkomstig artikel VII.59/4, § 1, van het Wetboek van economisch recht kan elke in België gevestigde onderneming of diplomatieke zending een aanvraag indienen bij de basisbankdienst-kamer wanneer hij driemaal één van de diensten van artikel I.9, 1^o, a), b) of c), van het Wetboek van economisch recht werd geweigerd door ten minste drie kredietinstellingen die deze diensten aanbieden. Het is dus niet zo dat

pas nécessaire que l'entreprise ou la mission diplomatique ait demandé les trois services visés à l'article I.9, 1°, a) à c), du Code de droit économique et que l'entreprise ait été refusée.

En application du principe de la *lex specialis*, les entreprises qui, sur la base d'une législation différente spécifique à leur secteur, disposent déjà de droits pour obtenir le service bancaire de base requis pour l'exercice de leurs activités, sont tenues de faire valoir en premier lieu leur droit sur la base de cette législation spécifique.

En réponse à l'avis 70.008/1/V du 6 septembre 2021 du Conseil d'Etat, la référence à l'article VII.55/12 du Code de droit économique a été supprimée car cet article n'emporte pas le droit pour l'établissement de paiement d'obtenir lui-même un compte de paiement auprès d'un établissement de crédit en vue d'effectuer ou de recevoir des paiements pour son propre compte.

Une demande est recevable lorsqu'elle contient les éléments suivants :

- une déclaration sur l'honneur que l'entreprise ne possède pas encore de service bancaire de base ou de compte de paiement qui lui permet d'utiliser les services visés à l'article VII.59/4, § 2, ni auprès d'un établissement de crédit de droit belge, ni auprès d'un établissement de crédit établi dans un autre État membre ;

- une confirmation, étayée par les pièces justificatives nécessaires, du fait que l'entreprise s'est vu refuser au moins trois fois une demande d'ouverture des services de paiement visés à l'article VII.59/4, § 1^{er}, du Code de droit économique et, le cas échéant, qu'elle a été avertie de la résiliation de ses comptes ;

- un formulaire complet de demande qui a été fourni à la chambre du service bancaire de base.

La chambre du service bancaire de base vérifie si l'établissement de crédit a refusé de manière motivée les services de paiement de base conformément aux motifs de l'article VII.59/6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code de droit économique.

Après une décision sur la recevabilité, la chambre du service bancaire de base procédera à l'évaluation du caractère complet de la demande.

Un dossier est considéré comme complet lorsque l'avis de la Cellule de traitement des informations financières est obtenu ou lorsque cette cellule n'a pas réagi dans les soixante jours calendriers. L'ancien dernier alinéa du paragraphe 2 a été déplacé dans un paragraphe distinct pour des raisons légistiques.

Ce n'est que lorsque la chambre du service bancaire de base a déclaré la demande complète que commence à courir le délai ex article VII.59/4, § 3, alinéa 6, du Code de droit économique dans lequel la chambre du service bancaire de base prend une décision sur la désignation d'un prestataire du service bancaire de base.

Après la déclaration de complétude, la chambre du service bancaire de base prend une décision sur la désignation d'un prestataire du service bancaire de base.

La décision est notifiée à l'entreprise demandeuse par envoi recommandé. Si la chambre du service bancaire de base décide de désigner un prestataire du service bancaire de base, la décision est notifiée au prestataire du service bancaire de base par courrier recommandé. Lorsque l'entreprise doit fournir des informations et des documents dans le cadre des articles 10, 11, 12 et 14, la chambre du service bancaire de base informe le prestataire du service bancaire de base de sa décision de désigner un prestataire du service bancaire de base lorsque la chambre du service bancaire de base dispose des documents et informations supplémentaires reçus dans le cadre des articles 10, 11, 12 et 14 de l'entreprise. Le prestataire du service bancaire de base dispose alors d'un délai de dix jours ouvrables à compter de la notification pour offrir le service bancaire de base à l'entreprise. Le délai est fixé sous réserve des obligations à respecter par le prestataire du service bancaire de base en vertu de la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces et des obligations conformément aux articles 10, 11, 12 et 14 du présent projet d'arrêté. Ainsi, on ne peut reprocher à un prestataire du service bancaire de base de ne pas offrir le service bancaire de base dans les dix jours ouvrables s'il n'a pas reçu les informations nécessaires de la part de l'entreprise ou si celle-ci refuse de le faire.

Dans le cas des entreprises visées à l'article 5, § 1^{er}, de la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces, la chambre du service bancaire de base demande à l'entreprise les informations visées à l'article 10, § 2, § 3 et § 7, 1° et 3°.

de onderneming of diplomatieke zending alle drie de diensten in artikel I.9, 1°, a) tot c), van het Wetboek van economisch recht moet aangevraagd hebben en moet geweigerd zijn.

Ondernemingen die op grond van andere, specifiek voor hun sector bepaalde wetgeving, reeds over rechten beschikken voor het verkrijgen van de voor de uitoefening van hun activiteiten vereiste basisbankdienst, dienen met toepassing van het *lex specialis* beginsel hun recht in de eerste plaats op grond van deze specifieke wetgeving te laten gelden.

In antwoord op advies 70.008/1/V van 6 september 2021 van de Raad van State werd de verwijzing naar artikel VII.55/12 van het Wetboek van economisch recht geschrapt aangezien dit niet het recht voor de betalingsinstelling inhoudt om zelf een betaalrekening te bekomen bij een kredietinstelling met het oog op het verrichten of ontvangen van betalingen voor eigen rekening.

Een aanvraag is ontvankelijk wanneer zij volgende elementen bevat:

- een verklaring op eer dat de onderneming niet reeds beschikt over een basisbankdienst of een betaalrekening waarmee zij gebruik kan maken van de in artikel VII.59/4, § 2, bedoelde diensten, noch bij een kredietinstelling naar Belgisch recht, noch bij een kredietinstelling gevestigd in een andere lidstaat;

- een bevestiging, gestaafd met de nodige bewijsstukken, van het feit dat de onderneming ten minste driemaal een aanvraag tot betalingsdiensten zoals bepaald in artikel VII.59/4, § 1, van het Wetboek van economisch recht, is geweigerd en, in voorkomend geval, dat zij ervan in kennis werd gesteld dat haar rekeningen zullen worden opgezegd;

- een volledig aanvraagformulier dat werd bezorgd aan de basisbankdienst-kamer.

De basisbankdienst-kamer gaat na of de kredietinstelling de basisbetaaldiensten gemotiveerd geweigerd heeft overeenkomstig de gronden in artikel VII.59/6, § 1, eerste lid, van het Wetboek van economisch recht.

Na een beslissing inzake de ontvankelijkheid, gaat de basisbankdienst-kamer over tot de beoordeling van de volledigheid van de aanvraag.

Een dossier wordt als volledig beschouwd wanneer het advies van de Cel voor financiële informatieverwerking is verkregen of wanneer dit advies uitblijft na zestig kalenderdagen. Het voormalige laatste lid van paragraaf 2 werd om legistische redenen verplaatst naar een aparte paragraaf.

Pas wanneer de basisbankdienst-kamer de aanvraag als volledig heeft verklaard, begint de termijn te lopen ex artikel VII.59/4, § 3, zesde lid, van het Wetboek van economisch recht waarbinnen de basisbankdienst-kamer een beslissing neemt over de aanwijzing van een basisbankdienst-aanbieder.

Na de volledigheidverklaring neemt de basisbankdienst-kamer een beslissing inzake de aanwijzing van een basisbankdienst-aanbieder.

De beslissing wordt de aanvragende onderneming per aangetekende zending ter kennis gebracht. Indien de basisbankdienst-kamer beslist om een basisbankdienst-aanbieder aan te wijzen, wordt de beslissing aan de basisbankdienst-aanbieder per aangetekende zending ter kennis gebracht. Wanneer de onderneming informatie en documenten moet verstrekken in het kader van de artikelen 10, 11, 12 en 14, zal de basisbankdienst-kamer de basisbankdienst-aanbieder inlichten over de beslissing van de basisbankdienst-kamer tot aanwijzing van een basisbankdienst-aanbieder wanneer de basisbankdienst-kamer de bijkomende documenten en informatie in het kader van de artikelen 10, 11, 12 en 14 van de onderneming heeft ontvangen. De basisbankdienst-aanbieder beschikt vanaf de kennisgeving over een termijn van tien werkdagen om de basisbankdienst aan te bieden aan de onderneming. De termijn is onder voorbehoud van de verplichtingen die de basisbankdienst-aanbieder heeft onder de wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten en de verplichtingen overeenkomstig de artikelen 10, 11, 12 en 14 van dit ontwerpbesluit. Zo kan een basisbankdienst-aanbieder niet verweten worden dat hij de basisbankdienst niet binnen tien werkdagen aanbiedt wanneer hij niet de nodige informatie heeft ontvangen van de onderneming of wanneer deze onderneming dit weigert.

Bij ondernemingen zoals bedoeld in artikel 5, § 1, van de wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten vraagt de basisbankdienst-kamer de informatie als bedoeld in artikel 10, § 2, § 3 en § 7, 1° en 3° op aan de onderneming.

Dans le cas des commerçants en diamants, visés à l'article 169, § 3, de la loi-programme du 2 août 2002, la chambre du service bancaire de base demande au commerçant en diamants les informations visées à l'article 11, § 2, § 3 et § 4.

La chambre du service bancaire de base demande aux entreprises qui utilisent les services de paiement visés à l'article I.9, 1°, a), b) et c), du Code de droit économique, l'information visées à l'article 12 et, le cas échéant, à l'article 14.

L'entreprise fournit les informations visées au paragraphe 7 à la chambre du service bancaire de base dans le délai indiqué dans la demande à la chambre du service bancaire de base.

La chambre du service bancaire de base ne procède à aucun contrôle sur le fond des informations et des documents obtenus. La chambre du service bancaire de base ne dispose pas de l'expertise ni des ressources nécessaires pour effectuer un contrôle de fond.

La chambre du service bancaire de base transmet les informations au prestataire du service bancaire de base.

Si le prestataire du service bancaire de base refuse d'offrir le service bancaire de base à l'entreprise, il notifie sa décision motivée par écrit à l'entreprise et à la chambre du service bancaire de base. Les motifs de refus sont limités aux motifs énumérés à l'article VII.59/6, § 3, du Code de droit économique et aux articles 10, § 2, 11, § 2, 13 et 15 du présent projet d'arrêté.

La décision de la chambre de service bancaire de base est une décision administrative individuelle et est soumise à la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration. A la suite de la publicité active, la décision contient les voies éventuelles de recours, les instances compétentes pour en connaître ainsi que les formes et délais à respecter.

Le Conseil d'Etat est l'organe de recours compétent, conformément à l'article 14, § 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 12 janvier 1973.

Le prestataire du service bancaire de base qui introduit un recours devant le Conseil d'Etat contre la décision de la chambre du service bancaire de base devra - en l'absence d'effet suspensif de ce recours - déjà fournir le service bancaire de base, à moins que ce prestataire du service bancaire de base introduise expressément dans sa requête au Conseil d'Etat une « demande de suspension » de la décision de la Chambre du service bancaire de base et parvienne à convaincre le Conseil d'Etat de faire droit à cette demande.

L'article 2, § 8, précise le mode de contrôle de l'obligation d'identification et de vérification de l'identité.

Le prestataire du service bancaire de base demandera à l'entreprise tous les documents utiles afin de se conformer aux obligations d'identification et de vérification de l'identité.

Le service bancaire de base obtenu par l'intermédiaire de la chambre du service bancaire de base comprend au minimum les services de paiement visés à l'article I.9, 1°, c), du Code de droit économique et les services de paiement visés à l'article I.9, 1°, a) et b), du Code de droit économique pour autant que ces services aient lieu dans un ou plusieurs Etats membres.

Comme le précise l'article VII.59/4, § 2, alinéa 3, du Code de droit économique, le retrait et le placement d'espèces sur un compte de paiement ne peuvent s'effectuer qu'aux guichets, au self banking et aux distributeurs automatiques de l'établissement de crédit.

Dans la mesure où un prestataire du service bancaire de base ne fournit pas de services en dollars américains, il ne peut être tenu de les offrir dans le cadre d'un service bancaire de base.

En réponse à l'avis 72.244/1 du 25 octobre 2022 du Conseil d'Etat, au deuxième alinéa, les mots 'pas dans les délais' ont été supprimés.

Afin de clarifier, un alinéa a été inséré entre le premier et le deuxième alinéa qui stipule que si le délai de dix jours ouvrables ne peut pas être respecté en raison des obligations visées au premier alinéa, le prestataire du service bancaire de base en informe l'entreprise ou la mission diplomatique et la chambre du service bancaire de base. L'intention de l'alinéa 2 précédent reste inchangée, à savoir que le prestataire du service bancaire de base doit notifier à l'entreprise ou à la mission diplomatique et à la chambre du service bancaire de base qu'il ne fournit pas le service bancaire de base.

Section 2. — Modalités d'étalement

Art. 3.

Cet article définit les modalités d'étalement de la désignation entre les prestataires du service bancaire de base éligibles.

Bij diamanthandelaren, bedoeld in artikel 169, § 3, van de programwet van 2 augustus 2002, vraagt de basisbankdienst-kamer de informatie als bedoeld in artikel 11, § 2, § 3 en § 4 op aan de diamanthandelaar.

De basisbankdienst-kamer vraagt aan de ondernemingen die gebruik maken van de betalingsdiensten bedoeld in artikel I.9, 1°, a), b) en c), van het Wetboek van economisch recht de informatie op als bedoeld in artikel 12 en, in voorkomend geval, artikel 14.

De onderneming verstrekt aan de basisbankdienst-kamer de informatie in paragraaf 7 binnen de termijn zoals vastgelegd in het verzoek van de basisbankdienst-kamer.

De basisbankdienst-kamer voert geen inhoudelijke controle uit op de verkregen informatie en documenten. De basisbankdienst-kamer beschikt niet over de nodige expertise noch de nodige middelen om een inhoudelijke controle uit te voeren.

De basisbankdienst-kamer geeft de informatie door aan de basisbankdienst-aanbieder.

Indien de basisbankdienst-aanbieder de basisbankdienst weigert aan te bieden aan de onderneming, zal zij de schriftelijke en gemotiveerde beslissing ter kennis brengen aan de onderneming en de basisbankdienst-kamer. De weigeringsgronden zijn beperkt tot de gronden opgesomd in artikel VII.59/6, § 3, van het Wetboek van economisch recht en artikel 10, § 2, 11, § 2, 13 en 15 van dit ontwerpbesluit.

De beslissing van de basisbankdienst-kamer is een individuele administratieve beslissing en is onderworpen aan de wet van 11 april 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur. Ten gevolge van de actieve openbaarheid bevat de beslissing de beroepsmogelijkheden, de instanties bij wie het beroep moet worden ingesteld en de geldende vormen en termijnen.

De Raad van State is het bevoegde beroepsorgaan, overeenkomstig artikel 14, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973.

Een basisbankdienst-aanbieder die een beroep instelt bij de Raad van State tegen de beslissing van de basisbankdienst-kamer, zal - bij gebrek aan schorsende werking van dit beroep - de basisbankdienst dus al moeten verlenen, tenzij deze basisbankdienst-aanbieder in het verzoekschrift bij de Raad van State uitdrukkelijk een "vordering tot schorsing" vraagt van de beslissing van de basisbankdienst-kamer en de Raad van State ertoe kan brengen om deze vordering in te willigen.

Artikel 2, § 8, bepaalt de wijze van controle op de identificatie en de identiteitsverificatieverplichting.

De basisbankdienst-aanbieder zal alle nuttige documenten opvragen bij de onderneming om te voldoen aan de verplichtingen inzake identificatie- en identiteitsverificatie.

De basisbankdienst verkregen via de basisbankdienst-kamer bestaat minimaal uit de betalingsdiensten bedoeld in artikel I.9, 1°, c), van het Wetboek van economisch recht en de betalingsdiensten bedoeld in artikel I.9, 1°, a) en b), van het Wetboek economisch recht voor zover deze diensten plaatsvinden in een of meerdere lidstaten.

Zoals artikel VII.59/4, § 2, derde lid, van het Wetboek van economisch recht aanhaalt, kan het afhalen en plaatsen van contanten op een betaalrekening slechts gebeuren aan de loketten, selfbanking en geldautomaten van de kredietinstelling.

Voor zover een basisbankdienst-aanbieder geen diensten verleent in Amerikaanse dollar, kan deze niet verplicht worden deze aan te bieden in het kader van een basisbankdienst.

In antwoord op het advies 72.244/1 van 25 oktober 2022 van de Raad van State werden in het tweede lid de woorden 'niet tijdig' geschrapt.

Ter verduidelijking werd een lid ingevoegd tussen het eerste en tweede lid dat bepaalt dat indien de termijn van tien werkdagen niet gerespecteerd kan worden omwille van de verplichtingen als bedoeld in het eerste lid, de basisbankdienst-aanbieder de onderneming of de diplomatieke zending en de basisbankdienst-kamer op de hoogte brengt.

De bedoeling van het voormalige tweede lid blijft ongewijzigd, namelijk dat de basisbankdienst-aanbieder de onderneming of diplomatieke zending en de basisbankdienst-kamer op de hoogte dient te brengen van het niet verlenen van de basisbankdienst.

Afdeling 2. — De wijze van spreiding

Art. 3.

Dit artikel bepaalt de wijze van spreiding van de aanwijzing over de in aanmerking komende basisbankdienst-aanbieders.

En réponse à l'avis 72.244/1 du 25 octobre 2022 du Conseil d'Etat, la référence à l'article I.9, 1^o, a), b) et c) a été supprimée et remplacée par la référence à l'article VII.59/4, § 3, alinéa 5, du Code de droit économique.

En réponse à l'avis 70.008/1/V du 6 septembre 2021 du Conseil d'Etat, le mot « et » dans l'alinéa 2 de l'article 3 a été supprimé.

Une répartition proportionnelle entre les établissements de crédit d'importance systémique a lieu conformément à la part de marché des comptes de paiement, tels que visés à l'art. I.9, 8^o, du Code de droit économique, du nombre total d'entreprises en portefeuille au sein de l'établissement de crédit.

Les services de paiement demandés tels qu'indiqués dans le formulaire de demande et les services de paiement proposés par l'établissement de crédit sont également pris en considération. Les entreprises qui souhaitent utiliser le dollar américain seront réparties entre les prestataires du service bancaire de base qui l'offrent.

En outre, pour les entités agissant dans l'exercice de leur activité professionnelle, telles que visées à l'article 5, § 1^{er}, de la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces, qui souhaitent recourir au service bancaire de base, une répartition proportionnelle par activité professionnelle par établissement d'importance systémique est appliquée. De cette façon, il est évité qu'un seul prestataire du service bancaire de base soit attribué à toutes les entreprises d'un secteur particulier.

Les établissements de crédit d'importance systémique tels que visés à l'alinéa 1^{er} fournissent à la chambre du service bancaire de base la collaboration nécessaire à l'exercice de sa mission, y compris la fourniture d'informations exactes et complètes. Ces informations peuvent également être fournies via la Fédération Belge du Secteur Financier.

Section 3. — Membres

Art. 4.

En réponse à l'avis 72.244/1 du 25 octobre 2022 du Conseil d'Etat, il a été précisé dans la disposition sous 2^o de l'alinéa 1^{er} que les membres ayant une connaissance spécifique ne peuvent pas être des agents visés au point 1^o.

L'article 4, alinéa 2 relatif à l'audition ou au recours d'experts a été supprimé et intégré dans la loi du 25 septembre 2022 portant diverses dispositions en matière d'Economie.

Art. 5.

Conformément à la jurisprudence en vigueur plus de la moitié des membres doivent être présents pour que les délibérations soient valables (voir les arrêts du Conseil d'Etat n^o 53.347 du 18 mai 1995, n^o 178.020 du 18 décembre 2007, n^o 185.145 du 3 juillet 2008, n^o 187.755 du 6 novembre 2008 et n^o 246.547 du 3 janvier 2020).

Art. 6.

En réponse à l'avis 70.008/1/V du 6 septembre 2021 du Conseil d'Etat, les mots « secret professionnel » ont été supprimés et remplacés par « devoir de discrétion » car il n'y a pas de base légale pour faire entrer cela dans le champ d'application de l'article 458 du Code pénal. Le Président et les membres de la chambre du service bancaire de base sont tenus à un devoir de discrétion. Ce dernier a une portée plus limitée que le secret professionnel, et plus précisément, ne permet pas à la personne qui y est tenue de s'abstenir de témoigner en justice ou, de manière générale, de refuser de coopérer à l'obtention des preuves en justice.

Art. 7.

Cet article n'appelle pas d'autres explications.

Section 4. — Fonctionnement

Art. 8.

On a choisi de régler les questions pratiques dans un règlement d'ordre intérieur, établi par la chambre du service bancaire de base qui sera soumis à l'approbation du ministre qui a l'Economie dans ses attributions.

Art. 9.

Le secrétariat étant assuré par des agents nommés par le ministre qui a l'Economie dans ses attributions, l'administration du SPF Economie prendra en charge les frais de secrétariat.

In antwoord op het advies 72.244/1 van 25 oktober 2022 van de Raad van State werd de verwijzing naar artikel I.9, 1^o, a), b) en c) geschrapt en vervangen door de verwijzing naar artikel VII.59/4, § 3, vijfde lid van het Wetboek van economisch recht.

In antwoord op het advies 70.008/1/V van 6 september 2021 van de Raad van State werd het woord "en" in het tweede lid van artikel 3 geschrapt.

Een proportionele verdeling tussen de systeemrelevante kredietinstellingen gebeurt overeenkomstig het marktaandeel van betaalrekeningen, zoals bedoeld in art. I.9, 8^o, van het Wetboek van economisch recht, van het totale aantal ondernemingen in portefeuille binnen de kredietinstelling.

Er wordt tevens rekening gehouden met de aangevraagde betalingsdiensten zoals aangegeven in het aanvraagformulier en de betalingsdiensten die de kredietinstelling aanbiedt. De ondernemingen die gebruik wensen te maken van de Amerikaanse dollar zullen verdeeld worden onder die basisbankdienst-aanbieders die dit aanbieden.

Bijkomend wordt er voor de entiteiten handelend in het kader van hun beroepsactiviteiten, zoals bedoeld in artikel 5, § 1, van de wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten, die een beroep wensen te doen op de basisbankdienst, een proportionele verdeling per beroepsactiviteit per systeemrelevante instelling toegepast. Op die manier wordt vermeden dat een enkele basisbankdienst-aanbieder alle ondernemingen uit een bepaalde sector zal toegewezen krijgen.

De systeemrelevante kredietinstellingen zoals bedoeld in het eerste lid verlenen de basisbankdienst-kamer de nodige medewerking voor het vervullen van haar opdracht, met inbegrip van het aanleveren van juiste en volledige informatie. Deze informatie kan tevens via de Belgische Federatie van de Financiële Sector aangeleverd worden.

Afdeling 3. — De leden

Art. 4.

In antwoord op advies 72.244/1 van 25 oktober 2022 van de Raad van State werd verduidelijkt in de bepaling onder 2^o van het eerste lid dat de leden met specifieke kennis geen ambtenaren kunnen zijn.

Artikel 4, tweede lid met betrekking tot het horen of beroep doen op deskundigen werd geschrapt en ingeschreven in de wet van 25 september 2022 houdende diverse bepalingen inzake Economie.

Art. 5.

Overeenkomstig de geldende rechtspraak dient meer dan de helft van de leden aanwezig te zijn om geldig te beraadslagen (zie de arresten van de Raad van State nr. 53.347 van 18 mei 1995, nr. 178.020 van 18 december 2007, nr. 185.145 van 3 juli 2008, nr. 187.755 van 6 november 2008 en nr. 246.547 van 3 januari 2020).

Art. 6.

In antwoord op het advies 70.008/1/V van 6 september 2021 van de Raad van State werden de woorden "het beroepsgeheim" geschrapt en vervangen door "een discretieplicht" aangezien er geen wettelijke grondslag is om dit onder het toepassingsgebied van artikel 458 van het Strafwetboek te brengen. De voorzitter en de leden van de basisbankdienst-kamer zijn gehouden tot een discretieplicht. Deze heeft een beperktere draagwijdte dan het beroepsgeheim, en meer bepaald dat diegene die erdoor gebonden is niet het recht heeft om zich van een getuigenis in rechte te onthouden of om in het algemeen zijn medewerking aan de bewijsvoering in rechte te weigeren.

Art. 7.

Dit artikel behoeft geen verdere uitleg.

Afdeling 4. — De werking

Art. 8.

Er wordt geopteerd om de praktische zaken te regelen in een huishoudelijk reglement, opgesteld door de basisbankdienst-kamer. Dit zal ter goedkeuring worden voorgelegd aan de minister bevoegd voor Economie.

Art. 9.

Aangezien het secretariaat wordt verzorgd door ambtenaren aangevoerd door de minister bevoegd voor Economie, zal de administratie van de FOD Economie de kosten van het secretariaat dragen.

CHAPITRE 3. — *Mesures spécifiques
supplémentaire en matière d'atténuation des risques*

Art. 10.

Des mesures de réduction des risques supplémentaires s'appliquent à toutes les catégories d'entreprises visées à l'article 5, § 1^{er}, de la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces auxquelles a été attribué un prestataire du service bancaire de base par la chambre du service bancaire de base.

En réponse à l'avis 70.008/1/V du 6 septembre 2021 du Conseil d'État, le mot « réglementées » a été ajouté puisque l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 18 septembre 2017 utilise les termes « activités professionnelles réglementées ».

En réponse à l'avis 70.008/1/V du 6 septembre 2021 du Conseil d'État, l'exception pour les établissements de paiement a été supprimée car l'article VII.59/4, § 5, du Code droit économique subordonne le droit à un service bancaire de base pour les entreprises visées à cette disposition, y compris les établissements de paiement, à des mesures spécifiques d'atténuation des risques arrêtées par le Roi.

En réponse à l'avis 70.008/1/V du 6 septembre 2021 du Conseil d'État, il a été précisé à l'alinéa 2 que l'information porte sur les paragraphes 2 à 8.

Le prestataire du service bancaire de base peut uniquement, en plus des mesures de réduction des risques supplémentaires fixées dans le présent projet d'arrêté royal, demander des informations complémentaires, dans la mesure où celles-ci entrent dans le cadre des obligations du prestataire du service bancaire de base de la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces.

Les informations dans le cadre des mesures d'atténuation des risques supplémentaires qui s'appliquent pendant la relation d'affaires entre le prestataire du service bancaire de base et l'entreprise ne seront pas demandées par l'intermédiaire de la chambre du service bancaire de base. La chambre du service bancaire de base ne demande des informations que dans le cadre des mesures d'atténuation des risques supplémentaires applicables au moment de l'accès au service bancaire de base.

Dans le cadre des conditions d'honorabilité, le prestataire du service bancaire de base peut consulter le registre UBO sur la base des articles 6, 2°, et 7, 2°, de l'arrêté royal du 30 juillet 2018 relatif aux modalités de fonctionnement du registre UBO.

Les points 1° et 3° peuvent être prouvés au moyen d'un extrait du casier judiciaire.

L'article 10, § 3 prévoit que l'entreprise doit faire un signalement si elle ou ses dirigeants font l'objet d'une procédure pénale. Le terme procédure pénale désigne les procédures judiciaires pendantes devant une juridiction pénale, à l'exception des enquêtes judiciaires ou du traitement des plaintes. La raison de cette disposition peut être trouvée dans le devoir de diligence de l'entreprise. En effet, en cas de condamnation d'une entreprise ou leurs dirigeants, le prestataire du service bancaire de base peut refuser ou résilier le service bancaire de base conformément à l'article VII.59/6, §§ 2 et 3, du Code de droit économique. La notification est faite à la chambre du service bancaire de base si l'entreprise fait l'objet d'une procédure judiciaire au moment de la demande et jusqu'à ce que la chambre du service bancaire de base ait pris une décision. Une fois qu'un prestataire du service bancaire de base a été désigné, l'obligation continue de s'appliquer et l'entreprise fait la notification auprès du prestataire du service bancaire de base désigné.

L'article 10, § 4, précise que l'entreprise s'adresse au siège social du prestataire du service bancaire de base, afin de maintenir une centralisation de la première ligne. L'entreprise qui s'est vu accorder le service bancaire de base ne peut pas s'adresser aux succursales du prestataire du service bancaire de base. Il est important que l'entreprise se voie offrir la possibilité d'une procédure électronique. L'objectif de cette mesure n'est pas d'obliger les entreprises à se rendre physiquement au siège social.

L'article 10, § 5, prévoit que l'entreprise établit une liste des contreparties ordinaires. Cette obligation ne s'applique que dans la mesure où l'entreprise dispose d'une clientèle existante. On ne peut pas demander à une entreprise qui débute de soumettre une telle liste.

L'article 10, § 6, impose une obligation de documentation. En ce sens, les factures sont suffisantes.

HOOFDSTUK 3. — *Spécifique
bijkomende risicobeperkende maatregelen*

Art. 10.

Er zijn specifieke bijkomende risicobeperkende maatregelen van toepassing op alle categorieën van ondernemingen als bedoeld in artikel 5, § 1, van de wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten, die een basisbankdienst-aanbieder werden toegewezen door de basisbankdienst-kamer.

In antwoord op het advies 70.008/1/V van 6 september 2021 van de Raad van State werd het woord "gereguleerd" toegevoegd aangezien artikel 5, § 1, eerste lid, van de wet van 18 september 2017 het begrip "gereguleerde beroepsactiviteiten" hanteert.

In antwoord op het advies 70.008/1/V van 6 september 2021 van de Raad van State werd de uitzondering voor betalingsinstellingen geschrapt aangezien artikel VII.59/4, § 5, van het Wetboek van economisch recht het recht op een basisbankdienst voor de in die bepaling bedoelde ondernemingen, waaronder ook betalingsinstellingen, afhankelijk maakt van de door de Koning vastgelegde specifieke risicobeperkende maatregelen.

In antwoord op het advies 70.008/1/V van 6 september 2021 van de Raad van State werd in het tweede lid verduidelijkt dat de informatie betrekking heeft op de paragrafen 2 tot 8.

De basisbankdienst-aanbieder kan slechts, naast de informatie in het kader van de bijkomende risicobeperkende maatregelen vastgelegd in dit ontwerpbesluit, bijkomende informatie vragen voor zover deze kadert binnen de verplichtingen van de basisbankdienst-aanbieder van de wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten.

De informatie in het kader van de bijkomende risicobeperkende maatregelen die van toepassing zijn tijdens de zakenrelatie tussen de basisbankdienst-aanbieder en de onderneming zullen niet via de basisbankdienst-kamer opgevraagd worden. De basisbankdienst-kamer vraagt enkel informatie op in het kader van de bijkomende risicobeperkende maatregelen die van toepassing bij de toegang tot de basisbankdienst.

In het kader van de betrouwbaarheidsvereisten kan de basisbankdienst-aanbieder het UBO-register raadplegen op basis van de artikelen 6, 2°, en 7, 2°, van het koninklijk besluit van 30 juli 2018 betreffende de werkingsmodaliteiten van het UBO-register.

De punten 1° en 3° kunnen bewezen worden aan de hand van een uittreksel uit het strafregister.

Artikel 10, § 3 bepaalt dat de onderneming een melding maakt indien zij of haar bestuurders het voorwerp uitmaken van een strafrechtelijke procedure. De term strafrechtelijke procedure heeft betrekking op een gerechtelijke procedure die bij de strafrechter aanhangig is, met uitzondering van strafrechtelijke onderzoeken of de behandeling van klachten. De ratio hiervoor kan gevonden worden in de zorgvuldigheidsplicht van een onderneming. Indien een onderneming of haar bestuurders veroordeeld zijn, kan de basisbankdienst-aanbieder de basisbankdienst immers weigeren of opzeggen conform artikel VII.59/6, §§ 2 en 3, van het Wetboek van economisch recht. De melding wordt gemaakt bij de basisbankdienst-kamer indien de onderneming het voorwerp uitmaakt van een gerechtelijke procedure bij de aanvraag en tot de basisbankdienst-kamer een beslissing heeft genomen. Eens een basisbankdienst-aanbieder is aangeduid, blijft de verplichting gelden en maakt de onderneming een melding bij de aangewezen basisbankdienst-aanbieder.

Artikel 10, § 4, bepaalt dat de onderneming zich richt tot de maatschappelijke zetel van de basisbankdienst-aanbieder. Dit is om een centralisatie te behouden van de eerste lijn. De onderneming die de basisbankdienst is toegewezen kan zich niet wenden tot de bijkantoren van de basisbankdienst-aanbieder. Het is van belang dat de onderneming de mogelijkheid van een elektronische procedure wordt geboden. Deze maatregel heeft niet als doel dat ondernemingen zich fysiek moeten wenden tot de maatschappelijk zetel.

Artikel 10, § 5, bepaalt dat de onderneming een lijst opstelt van gebruikelijke tegenpartijen. Deze verplichting geldt slechts voor zover de onderneming een bestaand klantenbestand heeft. Een startende onderneming kan niet gevraagd worden een dergelijke lijst over te maken.

Artikel 10, § 6, legt een documentatieverplichting op. In die zin zijn facturen voldoende.

L'article 10 § 8, prévoit que l'entreprise fournit la preuve qu'elle remplit les obligations de publicité si le prestataire du service bancaire de base le lui demande.

Les obligations de publicité sont celles visées au livre 3, titre 1^{er}, chapitre 1^{er}, section 4 et chapitre 2, section 6, du Code des sociétés et des associations.

Art. 11.

Sans préjudice des mesures d'atténuation des risques supplémentaires visées à l'article 10, des mesures de réduction des risques supplémentaires spécifiques sont en outre déclarées applicables aux commerçants en diamants.

En réponse à l'avis 70.008/1/V du 6 septembre 2021 du Conseil d'État, il a été précisé à l'alinéa 2 que l'information porte sur les paragraphes 2 à 6.

Le prestataire du service bancaire de base peut uniquement, en plus des informations dans le cadre des mesures de réduction des risques supplémentaires fixées dans le présent projet d'arrêté, demander des informations complémentaires, dans la mesure où celles-ci entrent dans le cadre des obligations du prestataire du service bancaire de base de la loi du 18 septembre 2017.

Le commerçant en diamants paie ses employés par virement bancaire. Cela constitue une exception à la décision 0406 du Comité paritaire 324.

L'article 11, § 2, 2^o, prévoit que le commerçant en diamants soit un commerçant en diamants officiellement enregistré. Il peut démontrer ce statut en fournissant une copie de son enregistrement sur le site internet www.registerreddiamondcompanies.be. La preuve d'une licence valable ne peut pas dépasser trois mois.

Conformément à l'article 11, § 2, 3^o, le commerçant en diamants doit démontrer qu'il s'est conformé aux exigences en matière de licence au cours des cinq dernières années. Il le démontre en transmettant le numéro d'enregistrement qu'il a obtenu, ainsi qu'une copie de son enregistrement sur le site internet www.registerreddiamondcompanies.be.

Conformément à l'article 11, § 2, 5^o, le commerçant en diamants doit démontrer que ses clients ont fait l'objet d'une évaluation des risques spécifiques. Il peut le démontrer en soumettant une copie de piste d'audit du Bureau Van Dijk, qui montre que ses clients ont fait l'objet d'une évaluation des risques spécifiques, lorsque le prestataire du service bancaire de base le demande. La référence aux "risques spécifiques" précise qu'il s'agit des exigences sectorielles qui existent en pratique, telles que prescrites par la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces, par l'arrêté royal du 1^{er} juillet 2020 portant approbation du règlement pris en exécution de la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces pour les commerçants en diamants et/ou diamants synthétiques enregistrés en application de l'article 169, § 3, de la loi programme du 2 août 2002 et par l'arrêté royal du 20 novembre 2019 portant des mesures relatives à la surveillance du secteur du diamant.

A l'article 11, § 2, 6^o, la condition relative au certificat de participation a été précisée afin de l'aligner sur le libellé de l'arrêté royal du 20 novembre 2019 portant des mesures relatives à la surveillance du secteur du diamant.

L'article 11, § 3, 2^o, oblige le commerçant en diamants à fournir au prestataire du service bancaire de base un aperçu clair contenant des informations sur le type de commerce qu'il effectue. Le commerçant en diamants précise si la transaction porte sur des diamants bruts et/ou des diamants polis, les noms et la description des contreparties du commerçant en diamants et les zones géographiques où ces contreparties sont établies ainsi que les volumes attendus sur le compte.

En réponse à l'avis 70.008/1/V du 6 septembre 2021 du Conseil d'État, les mots « juridiquement contraignante » dans le 3^o ont été supprimés car la garantie ne porte que sur une recommandation. En outre, le texte de la clause en néerlandais et en français a été intégré dans la disposition.

L'article 11, § 4, 1^o impose la charge de la preuve négative au commerçant en diamants. La preuve qu'une lettre de change n'a pas fait l'objet d'un protêt peut être apportée, par exemple, sur la base d'une déclaration d'un comptable ou d'un auditeur.

L'article 11, § 4, 2^o, impose au commerçant en diamants l'obligation d'être membre d'une bourse aux diamants agréée. Si le commerçant en diamants n'est pas une personne physique, cela signifie qu'au moins un administrateur de la personne morale doit être membre d'une bourse aux diamants agréée.

Artikel 10, § 8, bepaalt dat de onderneming bewijs verstrekt dat zij voldoet aan de openbaarmakingsverplichtingen indien de basisbankdienst-aanbieder hierom verzoekt.

De openbaarmakingsverplichtingen zijn die verplichtingen zoals bedoeld in boek 3, titel 1, hoofdstuk 1, afdeling 4 en hoofdstuk 2, afdeling 6, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Art. 11.

Onverminderd de bijkomende risicobeperkende maatregelen zoals bedoeld in artikel 10, worden er daarenboven specifieke bijkomende risicobeperkende maatregelen van toepassing verklaard op diamant-handelaren.

In antwoord op het advies 70.008/1/V van 6 september 2021 van de Raad van State werd in het tweede lid verduidelijkt dat de informatie betrekking heeft op de paragrafen 2 tot 6.

De basisbankdienst-aanbieder kan slechts, naast de informatie in het kader van de bijkomende risicobeperkende maatregelen vastgelegd in dit ontwerpbesluit, bijkomende informatie vragen voor zover deze kadert binnen de verplichtingen van de basisbankdienst-aanbieder van de wet van 18 september 2017.

De diamanthandelaar die de basisbankdienst geniet betaalt zijn werknemers per overschrijving uit. Dit vormt een uitzondering op beslissing 0406 van het Paritair Comité 324.

Artikel 11, § 2, 2^o, voorziet dat de diamanthandelaar een officieel geregistreerde diamanthandelaar moet zijn. Hij kan dit aantonen door een kopie te bezorgen van zijn registratie op de website www.registerreddiamondcompanies.be. Het bewijs van een geldige vergunning mag niet ouder zijn dan drie maanden.

Overeenkomstig artikel 11, § 2, 3^o, dient de diamanthandelaar aan te tonen dat hij gedurende de laatste vijf jaar de vergunningsvereisten heeft nageleefd. Hij toont dit aan door het registratienummer dat hij verkregen heeft over te maken alsook een kopie van zijn registratie op de website www.registerreddiamondcompanies.be.

Overeenkomstig artikel 11, § 2, 5^o, dient de diamanthandelaar aan te tonen dat zijn cliënten gescreend zijn op specifieke risico's. Hij kan dit aantonen door een kopie van de audit trail in Bureau Van Dijk voor te leggen waaruit blijkt dat zijn cliënten gescreend zijn op specifieke risico's wanneer de basisbankdienst-aanbieder hierom verzoekt. De verwijzing naar "specifieke risico's" verduidelijkt dat het gaat om de sectorspecifieke eisen die bestaan in de praktijk, zoals onder meer voorgeschreven door de wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten, door het koninklijk besluit van 1 juli 2020 tot goedkeuring van het reglement genomen in uitvoering van de wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten voor de handelaren in diamant en/of synthetische diamant geregistreerd onder toepassing van artikel 169, § 3, van de programmawet van 2 augustus 2002, en het koninklijk besluit van 20 november 2019 houdende maatregelen betreffende het toezicht op in de diamantsector.

In artikel 11, § 2, 6^o, werd de voorwaarde van het deelnamecertificaat verduidelijkt door dit te aligneren met de bewoording van het koninklijk besluit van 20 november 2019 houdende maatregelen betreffende het toezicht op in de diamantsector.

Artikel 11, § 3, 2^o, legt aan de diamanthandelaar de verplichting op om een duidelijk overzicht met informatie over het soort handel te bezorgen aan de basisbankdienst-aanbieder. De diamanthandelaar preciseert of het gaat over handel in ruwe diamant en/of geslepen diamant, de namen en beschrijving van de tegenpartijen van de diamanthandelaar en de geografische zones waar deze tegenpartijen zijn gevestigd alsook de te verwachten volumes op de rekening.

In antwoord op het advies 70.008/1/V van 6 september 2021 van de Raad van State werden de woorden "wettelijk verplichte" in 3^o geschrapt aangezien de warranty slechts betrekking heeft op een aanbeveling. Daarnaast werd de tekst van de clause in het Nederlands en het Frans opgenomen in de bepaling.

Artikel 11, § 4, 1^o, legt aan de diamanthandelaar een negatieve bewijslast op. Het bewijs dat een wisselbrief niet geprotesteerd werd, kan onder meer worden aangetoond aan de hand van een verklaring van een boekhouder of accountant.

Artikel 11, § 4, 2^o, legt een verplichting op aan de diamanthandelaar om lid te zijn bij een erkende diamantbeurs. Indien de diamanthandelaar geen natuurlijke persoon is, betekent dit dat minstens één bestuurder van de rechtspersoon lid moet zijn van een erkende diamantbeurs.

L'article 11, § 5, 1°, stipule que le commerçant en diamants s'engage à utiliser le compte de paiement exclusivement pour ses activités professionnelles en tant que commerçant en diamants. Ceci nonobstant les transactions entre l'entreprise et les administrateurs qui sont autorisés conformément au droit des sociétés.

A l'article 11, § 5, 2°, les mots « qui sont effectués à partir ou à destination d'un compte de paiement en dollars américains » sont supprimés car l'interdiction s'applique également aux comptes de paiement en euros lorsque les services de paiement sont fournis en dollars américains.

À l'article 11, § 6, alinéa 2, les mots « entre autres » ont été supprimés en réponse à l'avis 70.008/1/V du 6 septembre 2021 du Conseil d'Etat et au regard de l'exigence de sécurité juridique.

Article 11, § 6, alinéa 2, 2° : une copie de l'acte de vente ou d'achat des diamants et/ou autres documents justifiant la transaction peut notamment être fournie via un e-mail, un document de consignation, un contrat, un document de transport, un accusé de réception et une déclaration de douane.

À l'article 11, § 6, 3°, il a été fait référence à la définition du règlement (CE) n° 2368/2002 du Conseil du 20 décembre 2020 mettant en œuvre le système de certification du processus de Kimberley pour le commerce international des diamants bruts en réponse à l'avis 70.008/1/V du 6 septembre 2021 du Conseil d'Etat.

CHAPITRE 4. — *Restrictions nécessaires pour limiter les risques liés à l'utilisation de l'argent liquide*

Art. 12.

Cet article n'appelle pas d'autres explications.

Art. 13.

Cet article n'appelle pas d'autres explications.

CHAPITRE 5. — *Conditions supplémentaires pour les transactions en dollars américains*

Art. 14.

Cet article n'appelle pas d'autres explications.

Art. 15.

Cet article n'appelle pas d'autres explications.

CHAPITRE 6. — *Mentions figurant dans le formulaire de demande et les pièces à y annexer*

Art. 16.

Un formulaire de demande contient une déclaration sur l'honneur de l'entreprise qu'elle ne possède pas encore de service bancaire de base ou de compte de paiement qui lui permet d'utiliser les services visés à l'article VII.59/4, § 2, du Code de droit économique ni auprès d'un établissement de crédit de droit belge, ni auprès d'un établissement de crédit établi dans un autre Etat membre.

En réponse à l'avis 70.008/1/V du 6 septembre 2021 du Conseil d'Etat, les mots « informations prévues » ont été remplacés par les mots « documents visés ».

En outre, le champ des informations demandées dans le formulaire de demande a été étendu aux missions diplomatiques.

Enfin, en réponse à l'avis 72.244/1 du 25 octobre 2022 du Conseil d'Etat, les dispositions sous 8° à 15° du premier alinéa avec les informations requises concernant le traitement des données à caractère personnel ont été supprimées.

CHAPITRE 7. — *Frais de fonctionnement de la chambre du service bancaire de base*

Art. 17.

Une contribution annuelle aux frais de fonctionnement de la chambre du service bancaire de base est due par les établissements de crédit, laquelle est basée sur une estimation annuelle des frais de fonctionnement.

La contribution annuelle doit être conçue comme une redevance puisqu'il s'agit d'un service octroyé à tous les établissements de crédit et qui a un caractère compensatoire en raison de la valeur ajoutée de l'analyse effectuée par la chambre du service bancaire de base.

Les établissements redevables de la contribution sont les établissements de crédit établis au 1^{er} janvier en Belgique, tels que visés à l'article 14 de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse, qui fournissent aux entreprises les services de paiement minimums visés à l'article I.9, 1°, a), b) et c) du Code de droit économique. Cette contribution est justifiée

Artikel 11, § 5, 1°, stelt dat de diamanthandelaar zich ertoe verbindt de betaalrekening exclusief te gebruiken voor zijn professionele activiteiten als diamanthandelaar. Dit is onverminderd de verrichtingen tussen de vennootschap en de bestuurders die toegelaten zijn overeenkomstig het vennootschapsrecht.

In artikel 11, § 5, 2° worden de woorden "die worden uitgevoerd van of naar een betaalrekening in Amerikaanse dollar" geschrapt aangezien het verbod ook van toepassing is op betaalrekeningen in euro waar betalingsdiensten in Amerikaanse dollar worden verricht.

In artikel 11, § 6, tweede lid werden de woorden "onder meer" geschrapt in antwoord op het advies 70.008/1/V van 6 september 2021 van de Raad van State en in het licht van de vereiste van rechtszekerheid.

Artikel 11, § 6, tweede lid, 2°: een kopie van de verkoop- of aankoopfactuur van diamanten en/of andere documenten kan onder meer geleverd worden via een e-mail, een consignatiedocument, een contract, een transportdocument, een ontvangstbewijs en een douane-aangifte.

In artikel 11, § 6, 3° werd verwezen naar de definitie uit Verordening (EG) nr. 2368/2002 van de Raad van 20 december 2020 tot invoering van de Kimberleyprocecertificering voor de internationale handel in ruwe diamant in antwoord op het advies 70.008/1/V van 6 september 2021 van de Raad van State.

HOOFDSTUK 4. — *Beperkingen nodig om risico's verbonden aan het gebruik van contanten te beperken*

Art. 12.

Dit artikel behoeft geen verdere uitleg.

Art. 13.

Dit artikel behoeft geen verdere uitleg.

HOOFDSTUK 5. — *Bijkomende voorwaarden voor verrichtingen in Amerikaanse dollar*

Art. 14.

Dit artikel behoeft geen verdere uitleg.

Art. 15.

Dit artikel behoeft geen verdere uitleg.

HOOFDSTUK 6. — *De vermeldingen op het aanvraagformulier en de erbij te voegen stukken*

Art. 16.

Een aanvraagformulier bevat een verklaring op eer dat een aanvragende onderneming niet reeds beschikt over een basisbankdienst of een betaalrekening waarmee zij gebruik kan maken van de in artikel VII.59/4, § 2, van het Wetboek van economisch recht, bedoelde diensten, noch bij een kredietinstelling naar Belgisch recht, noch bij een kredietinstelling gevestigd in een andere lidstaat.

In antwoord op advies 70.008/1/V van 6 september 2021 van de Raad van State werd het woord "vermeldingen" vervangen door de "documenten bedoeld".

Daarnaast werd het toepassingsgebied van de gevraagde gegevens op het aanvraagformulier uitgebreid tot diplomatieke zendingen.

Tot slot werden de bepalingen onder 8° tot 15° van het eerste lid met de vereiste informatie betreffende de verwerking van persoonsgegevens in antwoord op advies 72.244/1 van 25 oktober 2022 van de Raad van State geschrapt.

HOOFDSTUK 7. — *Werkingskosten van de basisbankdienst-kamer*

Art. 17.

Er is een jaarlijkse bijdrage van de kredietinstellingen verschuldigd in de werkingskosten van de basisbankdienst-kamer die is gebaseerd op een jaarlijkse raming van de werkingskosten.

De jaarlijkse bijdrage dient geconcipteerd te worden als een retributie aangezien gaat om een dienst die aan alle kredietinstellingen wordt verleend en die een compenserend karakter heeft wegens de toegevoegde waarde van de door de basisbankdienst-kamer verrichte analyse.

De bijdrageplichtingen zijn de op 1 januari in België gevestigde kredietinstellingen als bedoeld in artikel 14 van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen die de minimale betalingsdiensten zoals bedoeld in artikel I.9, 1°, a), b) en c) van het Wetboek van economisch recht aanbieden aan ondernemingen. De bijdrage is verantwoord door het

par le fait que ces établissements de crédit peuvent volontairement refuser ou résilier les services de paiement minimums aux entreprises qui en font la demande et qui doivent donc s'adresser à la chambre du service bancaire de base.

Un seuil minimum a été introduit pour exclure les établissements de crédit dont le nombre d'entreprises en portefeuille est négligeable.

Par part de marché, on entend la part de marché sur la base du nombre total des montants déposés par des entreprises non-financières belges sur des comptes de paiement auprès des établissements de crédit visés à l'article 17 de l'année au cours de laquelle ils sont demandés sur la base des données disponibles à la Banque nationale.

Les frais de fonctionnement comprennent les frais de personnel, les frais de développement et de gestion des systèmes informatiques et les frais d'experts et des membres permanents visés à l'article 4, 2°.

Art. 18.

Cet article détermine le mode de calcul de la contribution.

CHAPITRE 8. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 19.

Dans l'année de l'entrée en vigueur du présent projet d'arrêté, les établissements de crédit visés à l'article 18 contribuent au prorata temporis.

Art. 20.

Cet article a été modifié en ce sens que seul le ministre qui a l'Economie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent projet d'arrêté.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
Le Ministre de l'Economie,
P.-Y. DERMAGNE

CONSEIL D'ÉTAT
Section de législation

Avis 72.244/1 du 25 octobre 2022 sur un projet d'arrêté royal 'relatif au service bancaire de base pour les entreprises'

Le 26 septembre 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de l'Economie à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'relatif au service bancaire de base pour les entreprises'.

Le projet a été examiné par la première chambre le 13 octobre 2022. La chambre était composée de Marnix VAN DAMME, président de chambre, Chantal BAMPES et Inge VOS, conseillers d'État, Michel TISON et Johan PUT, assesseurs, et Wim GEURTS, greffier.

Le rapport a été présenté par Arne CARTON, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Marnix VAN DAMME, président de chambre.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 25 octobre 2022.

*

1. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation a fait porter son examen essentiellement sur la compétence de l'auteur de l'acte, le fondement juridique et l'accomplissement des formalités prescrites.

*

ANTÉCÉDENT

2. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis règle le service bancaire de base pour les entreprises.

Le Conseil d'État a donné le 6 septembre 2021 l'avis 70.008/1/V sur une version antérieure de la réglementation en projet. Dans cet avis, le projet a été examiné au regard de la réglementation relative au service bancaire de base pour les entreprises inscrite dans les articles VII.59/4 à VII.59/8 du Code de droit économique.

fait dat deze kredietinstellingen op vrijwillige basis de minimale betalingsdiensten kunnen weigeren of opzeggen aan ondernemingen die hierom verzoeken en zich bijgevolg tot de basisbankdienst-kamer moeten wenden.

Er werd een minimumdrempel ingevoerd om de kredietinstellingen waarvan het aantal ondernemingen die ze in portefeuille hebben verwaarloosbaar is uit te sluiten.

Onder marktaandeel wordt verstaan het marktaandeel gebaseerd op het totaal aantal gestorte gelden door niet-financiële Belgische ondernemingen op betaalrekeningen bij kredietinstellingen als bedoeld in artikel 17 van het jaar waarin deze worden opgevraagd op basis van bij de Nationale Bank beschikbare gegevens.

De werkingskosten bestaan uit de personeelskosten, de kosten voor het ontwikkelen en beheren van de informaticasystemen en de kosten voor de experts en permanente leden als bedoeld in artikel 4, 2°.

Art. 18.

Dit artikel bepaalt de berekeningswijze van de bijdrage.

HOOFDSTUK 8. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 19.

In het jaar van inwerkingtreding van dit ontwerpbesluit dragen de kredietinstellingen als bedoeld in artikel 18 bij pro rata temporis.

Art. 20.

Dit artikel werd aangepast in de zin dat enkel de minister bevoegd voor Economie belast is met de uitvoering van dit ontwerpbesluit.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Economie,
P.-Y. DERMAGNE

RAAD VAN STATE
Afdeling Wetgeving

Advies 72.244/1 van 25 oktober 2022 over een ontwerp van koninklijk besluit 'houdende de basisbankdienst voor ondernemingen'

Op 26 september 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Economie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'houdende de basisbankdienst voor ondernemingen'.

Het ontwerp is door de eerste kamer onderzocht op 13 oktober 2022. De kamer was samengesteld uit Marnix VAN DAMME, kamervoorzitter, Chantal BAMPES en Inge VOS, staatsraden, Michel TISON en Johan PUT, assessoren, en Wim GEURTS, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Arne CARTON, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Marnix VAN DAMME, kamervoorzitter.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 25 oktober 2022.

*

1. Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft de afdeling Wetgeving zich toegespitst op het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

*

ANTECEDENT

2. Het om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit bevat een regeling met betrekking tot de basisbankdienst voor ondernemingen.

De Raad van State heeft op 6 september 2021 het advies 70.008/1/V gegeven over een eerdere versie van de ontworpen regeling. In dat advies werd het ontwerp onderzocht in het licht van de regeling die is opgenomen inzake de basisbankdienst voor ondernemingen in de artikelen VII.59/4 tot VII.59/8 van het Wetboek van economisch recht.

Sauf en cas de modification du contexte juridique, le Conseil d'État ne donne en principe pas de nouvel avis sur des dispositions qui ont déjà été examinées précédemment ou qui ont été modifiées à la suite d'observations formulées dans des avis précédents.

Depuis l'avis précité, la réglementation inscrite dans les articles 59/4 et suivants du Code de droit économique a toutefois été modifiée en profondeur par les articles 12 à 19 de la loi 'portant dispositions diverses en matière d'Économie', qui prévoit également l'insertion de nouveaux articles VII.59/9 à VII.59/11 dans le Code de droit économique. Cette loi a été adoptée le 22 septembre 2022 par la Chambre des représentants. Les dispositions modificatives n'ont pas encore été publiées au *Moniteur belge* au moment où le Conseil d'État émet le présent avis.

Le contexte juridique dans lequel la réglementation en projet doit être appréciée, ayant été considérablement modifié depuis l'avis précité, le Conseil d'État examine le projet soumis ce jour pour avis afin de vérifier s'il est conforme au Code de droit économique tel qu'il s'énoncera après l'entrée en vigueur des dispositions modificatives précitées. En outre, le projet contient, par rapport à la version précédemment examinée, un certain nombre de nouvelles dispositions qui ne peuvent pas être considérées comme de simples modifications apportées à la suite d'observations faites dans un avis précédent. En conséquence, ce dernier type de dispositions sera également examiné.

FONDEMENT JURIDIQUE

3. L'examen du fondement juridique a été effectué en tenant compte des modifications apportées aux articles 59/4 et suivants du Code de droit économique et de l'analyse du fondement juridique réalisée dans l'avis 70.008/1/V précité, dans la mesure, évidemment, où elle est encore pertinente au regard des dispositions procurant le fondement juridique qui ont été partiellement modifiées. Le Conseil d'État, section de législation, considère à cet égard que l'arrêté royal, actuellement en projet, ne sera pas publié au *Moniteur belge* avant l'entrée en vigueur des articles 12 à 19 précités de la loi 'portant dispositions diverses en matière d'Économie'.

4. Le premier alinéa du préambule du projet vise à titre de fondement juridique les articles VII.59/4, § 3, alinéas 5 et 7, VII.59/5, alinéa 4, VII.59/9, § 3, et VII.59/11, alinéa 3, du Code de droit économique, telles que ces dispositions sont modifiées par la loi précitée du 22 septembre 2022.

5. L'énumération des dispositions procurant un fondement juridique dans le premier alinéa du préambule du projet est incomplète.

Pour certaines dispositions du projet, on invoquera avant tout l'article 108 de la Constitution, dont le Roi tire le pouvoir général d'exécuter les lois, combiné avec les dispositions du Code de droit économique, inscrites ou non dans le préambule.

Tel est le cas pour l'article 2 du projet relatif aux compétences de la chambre du service bancaire de base qui trouve un fondement juridique dans le pouvoir général d'exécution du Roi, combiné avec les articles VII.59/4, §§ 3 et 5, VII.59/5 et VII.59/6, § 3, alinéa 2, du Code de droit économique. L'article 3 du projet a trait aux modalités d'étalement des établissements de crédit d'importance systémique concernés pour la désignation comme prestataire du service bancaire de base et trouve en principe un fondement juridique dans le pouvoir général d'exécution du Roi, combiné avec l'article VII.59/4, § 3, alinéas 5 et 7, du Code de droit économique. Les articles 4 à 9 du projet visent à régler la composition et le fonctionnement de la chambre du service bancaire de base et puisent un fondement juridique dans le pouvoir général d'exécution du Roi, combiné avec l'article VII.59/4, § 3, alinéa 7, du Code de droit économique. Les articles 10 et 11 du projet comportent un certain nombre de mesures de réduction des risques supplémentaires spécifiques et, enfin, trouvent en outre, un fondement juridique partiel dans le pouvoir général d'exécution du Roi, combiné avec l'article VII.59/9, § 1^{er}, du Code de droit économique.

6. En ce qui concerne certaines dispositions du projet, le pouvoir général d'exécution du Roi ne saurait être invoqué, mais des dispositions du Code de droit économique, autres que celles visées par le préambule du projet, peuvent leur procurer un fondement juridique.

Tel est le cas des articles 10 et 11 précités du projet qui puisent également, en partie, leur fondement juridique dans les articles VII.59/4, § 5, alinéa 1^{er}, et VII.59/9, § 3, du Code de droit économique. Les articles 12 et 13 du projet mentionnent un certain nombre de restrictions nécessaires en vue de limiter les risques liés à l'utilisation de l'argent liquide et trouvent un fondement juridique dans l'article VII.59/4, § 5, alinéa 4, du Code de droit économique. Les

De Raad van State verleent, behoudens in geval van wijziging van de juridische context, in de regel geen nieuw advies over bepalingen die reeds eerder zijn onderzocht of die zijn gewijzigd ten gevolge van in eerdere adviezen gemaakte opmerkingen.

Sinds het voormelde advies werd de regeling in de artikelen 59/4 en volgende van het Wetboek van economisch recht evenwel grondig gewijzigd door de artikelen 12 tot 19 van de wet 'houdende diverse bepalingen inzake Economie', waarbij ook is voorzien in de invoering van de nieuwe artikelen VII.59/9 tot VII.59/11 in het Wetboek van economisch recht. Deze wet werd op 22 september 2022 aangenomen door de Kamer van volksvertegenwoordigers. De wijzigingsbepalingen waren op het ogenblik waarop de Raad van State voorliggend advies uitbrengt nog niet bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Aangezien de juridische context waarbinnen de ontworpen regeling moet worden beoordeeld beduidend is gewijzigd sinds het voormelde advies, onderzoekt de Raad van State het heden om advies voorgelegde ontwerp om na te gaan of het in overeenstemming is met het Wetboek van economisch recht zoals dat zal luiden na de inwerkingtreding van de voornoemde wijzigingsbepalingen. Het ontwerp bevat, in vergelijking met de eerder onderzochte versie, bovendien een aantal nieuwe bepalingen die niet louter als wijzigingen ten gevolge van in het eerdere advies gemaakte opmerkingen kunnen worden beschouwd. Deze laatste soort bepalingen wordt derhalve ook onderzocht.

RECHTSGROND

3. Het onderzoek van de rechtsgrond is gebeurd met inachtneming van de wijzigingen van de artikelen 59/4 en volgende van het Wetboek van economisch recht, waarbij – uiteraard voor zover nog relevant in het licht van de deels gewijzigde rechtsgrondbepalende bepalingen – tevens rekening is gehouden met de rechtsgrondanalyse in het reeds genoemde advies 70.008/1/V. De Raad van State, afdeling Wetgeving, gaat er daarbij vanuit dat het koninklijk besluit dat thans in ontwerpvorm voorligt, niet in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt voordat de voormelde artikelen 12 tot 19 van de wet 'houdende diverse bepalingen inzake Economie' in werking zullen zijn getreden.

4. In het eerste lid van de aanhef van het ontwerp wordt als rechtsgrond verwezen naar de artikelen VII.59/4, § 3, vijfde en zevende lid, VII.59/5, vierde lid, VII.59/9, § 3, en VII.59/11, derde lid, van het Wetboek van economisch recht, zoals die bepalingen worden gewijzigd bij de reeds genoemde wet van 22 september 2022.

5. De opsomming van rechtsgrondbepalende bepalingen in het eerste lid van de aanhef van het ontwerp is niet volledig.

Vooreerst dient er voor sommige bepalingen van het ontwerp een beroep te worden gedaan op artikel 108 van de Grondwet waaruit de Koning de algemene bevoegdheid put om de wetten uit te voeren, gelezen in samenhang met bepalingen van het Wetboek van economisch recht die al dan niet al worden vermeld in de aanhef.

Dit is het geval voor artikel 2 van het ontwerp inzake de bevoegdheden van de basisbankdienst-kamer dat rechtsgrond vindt in de algemene uitvoeringsbevoegdheid van de Koning, gelezen in samenhang met de artikelen VII.59/4, §§ 3 en 5, VII.59/5 en VII.59/6, § 3, tweede lid, van het Wetboek van economisch recht. Artikel 3 van het ontwerp heeft betrekking op de wijze van spreiding van de betrokken systeemrelevante kredietinstellingen voor de aanwijzing als basisbankdienst-aanbieder en vindt in beginsel rechtsgrond in de algemene uitvoeringsbevoegdheid van de Koning, gelezen in samenhang met artikel VII.59/4, § 3, vijfde en zevende lid, van het Wetboek van economisch recht. De artikelen 4 tot 9 van het ontwerp beogen de samenstelling en de werking van de basisbankdienst-kamer te regelen en vinden rechtsgrond in de algemene uitvoeringsbevoegdheid van de Koning, gelezen in samenhang met artikel VII.59/4, § 3, zevende lid, van het Wetboek van economisch recht. De artikelen 10 en 11 van het ontwerp bevatten een aantal specifieke bijkomende risicobeperkende maatregelen en vinden, tot slot, ook deels rechtsgrond in de algemene uitvoeringsbevoegdheid van de Koning, gelezen in samenhang met artikel VII.59/9, § 1, van het Wetboek van economisch recht.

6. Voor sommige bepalingen van het ontwerp kan geen beroep worden gedaan op de algemene uitvoeringsbevoegdheid van de Koning, maar kan rechtsgrond worden gevonden in andere bepalingen van het Wetboek van economisch recht dan die waarnaar in de aanhef van het ontwerp wordt verwezen.

Dit is het geval met de reeds genoemde artikelen 10 en 11 van het ontwerp die deels ook rechtsgrond vinden in de artikelen VII.59/4, § 5, eerste lid, en VII.59/9, § 3, van het Wetboek van economisch recht. De artikelen 12 en 13 van het ontwerp vermelden een aantal beperkingen die nodig zijn om risico's verbonden aan het gebruik van contanten te beperken en vinden rechtsgrond in artikel VII.59/4, § 5, vierde lid, van het Wetboek van economisch recht. De artikelen 14 en 15 van het

articles 14 et 15 du projet imposent certaines conditions supplémentaires pour les transactions en dollars américains dont le fondement juridique est fourni par l'article VII.59/4, § 5, alinéa 5, du Code de droit économique.

7.1. En ce qui concerne un certain nombre limité de dispositions du projet, le fondement juridique est problématique et on peut s'interroger sur leur conformité avec les articles du Code de droit économique pertinents en la matière.

7.2. Il découle de l'article VII.59/4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, juncto article VII.59/4, § 3, alinéa 5, du Code de droit économique, que les prestataires de services bancaires de base établis en Belgique, sont des établissements de crédit désignés « [...] parmi la liste des établissements d'importance systémique tels que définis à l'article 3, alinéa 1^{er}, 29^o, de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse, à l'exception des établissements visés aux articles 36/1, 13^o, 14^o et 25^o et 36/26/1, §§ 4 et 6 de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique ». L'article 3, alinéa 1^{er}, du projet, qui dispose que les établissements de crédit d'importance systémique qui fournissent des services de paiement tels que visés à l'article I.9, 1^o, a), b) et c), du Code de droit économique sont qualifiés de prestataires du service bancaire de base, doit être mis en conformité avec les dispositions précitées du Code de droit économique.

7.3. L'article 17 du projet dispose que les contributions concernées « sont versées par les établissements de crédit établis au 1^{er} janvier en Belgique, tels que visés à l'article 14 de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse, qui fournissent aux entreprises les services de paiement minimum visés à l'article I.9, 1^o, a), b) et c), du Code de droit économique et qui possèdent au moins 0,1 pour cent de part de marché ».

L'article VII.59/11, du Code de droit économique dispose entre autres que les « établissements de crédit » contribuent chaque année aux frais de fonctionnement de la chambre du service bancaire de base » et confie au Roi le soin de déterminer la base de calcul de ces contributions ainsi que les conditions dans lesquelles les établissements de crédit versent ces contributions (voir respectivement les alinéas 1^{er} et 3 de l'article VII.59/11, du Code précité). Par « établissement de crédit », il convient d'entendre pour l'application de la définition précitée « l'établissement de crédit tel que visé à l'article 1^{er}, § 3, de la loi du 25 avril 2014 [précitée] » (article I.9, 71^o, du Code de droit économique).

En se référant, dans l'article 17 du projet, à la notion « établissements de crédit » telle que visée à l'article 14 de la loi du 25 avril 2014, le Roi déroge à la notion qu'avait à l'esprit le législateur à l'article VII.59/11 du Code de droit économique. Il n'appartient pas au Roi de réserver, sans être habilité à cet effet par le législateur, l'obligation de contribution concernée à certaines catégories d'établissements de crédit, alors que le législateur, en se référant à une notion plus large d'« établissements de crédit » dans l'article VII.59/11 du Code de droit économique, n'a pas prévu une telle réserve. En effet, ce faisant, le Roi limite la portée de la loi, ce qu'il n'a pas le pouvoir de faire sans y être dûment habilité, de sorte qu'une telle limitation ne saurait évidemment pas non plus s'inscrire dans le cadre du pouvoir général que le Roi tire de l'article 108 de la Constitution pour exécuter la loi. Le Roi n'a pas non plus le pouvoir de déroger à l'obligation de contribution envisagée par le législateur en instaurant lui-même une exemption en faveur des établissements de crédit possédant une faible part de marché (« ... et qui possèdent au moins 0,1 pourcent de part de marché »).

Il découle de ce qui précède que l'article 17 du projet ne se concilie pas avec l'article VII.59/11 du Code de droit économique et qu'il ne peut pas, pour cette raison, être maintenu tel quel dans le projet. On veillera subsidiairement à ce que le texte du projet fasse ressortir avec suffisamment de clarté quels frais entrent en ligne de compte en tant que « frais de fonctionnement » au sens de l'article 17 du projet.

EXAMEN DU TEXTE

Préambule

8. Compte tenu des observations formulées aux points 5 et 6 concernant le fondement juridique de la réglementation en projet, on insérera au début du préambule du projet un nouvel alinéa visant l'article 108 de la Constitution. De surcroît, le premier alinéa actuel du préambule – qui deviendra le deuxième alinéa – doit être complété par les dispositions du Code de droit économique qui procurent un fondement juridique au projet, mais qui ne figurent pas dans le préambule du projet tel qu'il a été soumis pour avis.

ontwerp leggen sommige bijkomende voorwaarden op voor verrichtingen in Amerikaanse dollar waarvoor rechtsgrond wordt geboden door artikel VII.59/4, § 5, vijfde lid, van het Wetboek van economisch recht.

7.1. Voor een beperkt aantal bepalingen van het ontwerp is de rechtsgrond problematisch en kunnen vragen worden gesteld bij de overeenstemming ervan met de ter zake relevante artikelen van het Wetboek van economisch recht.

7.2. Uit artikel VII.59/4, § 1, eerste lid, juncto artikel VII.59/4, § 3, vijfde lid, van het Wetboek van economisch recht, volgt dat basisbankdienst-aanbieders in België gevestigde kredietinstellingen zijn die worden aangeduid "(...) uit de lijst van systeemrelevante instellingen als gedefinieerd in artikel 3, eerste lid, 29^o, van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen, met uitzondering van de in de artikelen 36/1, 13^o, 14^o en 25^o en 36/26/1, §§ 4 en 6 van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België bedoelde instellingen". Artikel 3, eerste lid, van het ontwerp, dat bepaalt dat systeemrelevante kredietinstellingen die betalingsdiensten aanbieden zoals bedoeld in artikel I.9, 1^o, a), b) en c), van het Wetboek van economisch recht, in aanmerking komen als basisbankdienst-aanbieder, dient in overeenstemming te worden gebracht met de voornoemde bepalingen van het Wetboek van economisch recht.

7.3. In artikel 17 van het ontwerp wordt bepaald dat de betrokken bijdragen "worden vergoed door de op 1 januari in België gevestigde kredietinstellingen als bedoeld in artikel 14 van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen die de minimale betalingsdiensten als bedoeld in artikel I.9, 1^o, a), b) en c), van het Wetboek van economisch recht aanbieden aan ondernemingen en die minstens 0,1 procent marktaandeel bezitten".

In artikel VII.59/11, van het Wetboek van economisch recht, wordt onder meer bepaald dat de "kredietinstellingen" jaarlijks bijdragen in de werkingskosten van de basisbankdienst-kamer, en wordt de Koning opgedragen om de berekeningswijze van die bijdragen te bepalen, alsook de voorwaarden waaronder de kredietinstellingen deze bijdragen moeten betalen (zie respectievelijk het eerste en het derde lid van artikel VII.59/11, van het voornoemde wetboek). Onder "kredietinstelling" moet voor de toepassing van de aangehaalde bepaling worden verstaan "de kredietinstelling als bedoeld in artikel 1, § 3, van de [reeds genoemde] wet van 25 april 2014" (artikel I.9, 71^o, van het Wetboek van economisch recht).

Door in artikel 17 van het ontwerp te verwijzen naar het begrip "kredietinstellingen" als bedoeld in artikel 14 van de wet van 25 april 2014, wijkt de Koning af van het begrip zoals de wetgever voor ogen heeft gestaan in artikel VII.59/11 van het Wetboek van economisch recht. Het staat niet aan de Koning om, zonder daartoe te zijn gemachtigd door de wetgever, de betrokken bijdrageplicht voor te behouden voor bepaalde categorieën kredietinstellingen, terwijl de wetgever door middel van een verwijzing naar een ruimer begrip van "kredietinstellingen" in artikel VII.59/11 van het Wetboek van Economisch recht, niet in dergelijk voorbehoud heeft voorzien. Op die wijze beperkt immers de Koning de draagwijdte van de wet, waartoe hij zonder behoorlijke machtiging niet bevoegd is en waardoor dergelijke beperking uiteraard evenmin valt in te passen in de algemene bevoegdheid die de Koning put uit artikel 108 van de Grondwet om de wet uit te voeren. De Koning is evenmin bevoegd om af te wijken van de door de wetgever beoogde bijdrageplicht door erin zelf in een vrijstelling te voorzien ten gunste van kredietinstellingen met een klein marktaandeel ("... en die minstens 0,1 procent marktaandeel bezitten").

Uit wat voorafgaat volgt dat het bepaalde in artikel 17 van het ontwerp niet in overeenstemming is met artikel VII.59/11 van het Wetboek van economisch recht, en om die reden niet ongewijzigd in het ontwerp kan worden behouden. Bijkomend dient er over te worden gewaakt dat uit de tekst van het ontwerp voldoende duidelijk blijkt welke kosten in aanmerking worden genomen als "werkingskosten" in de zin van artikel 17 van het ontwerp.

ONDERZOEK VAN DE TEKST

Aanhef

8. Rekening houdend met hetgeen onder de randnummers 5 en 6 is opgemerkt met betrekking tot de rechtsgrond voor de ontworpen regeling dient de aanhef van het ontwerp aan te vangen met een nieuw toe te voegen lid waarin wordt verwezen naar artikel 108 van de Grondwet. Daarenboven moet het huidige eerste lid van de aanhef – dat het tweede lid wordt – worden aangevuld met de bepalingen van het Wetboek van economisch recht die het ontwerp tot rechtsgrond strekken, maar niet worden vermeld in de aanhef van het ontwerp zoals dit om advies is voorgelegd.

9. On rédigera l'alinéa du préambule qui se réfère aux avis du Conseil d'État comme suit : « Vu les avis 70.008/1/V et 72.244/1 du Conseil d'État, donnés le ... ».

Article 2

10. L'article 2, § 7, alinéa 2, du projet, charge la chambre du service bancaire de base de demander aux entreprises qui utilisent les services de paiement visés à l'article I.9, 1^o, a) et b), du Code de droit économique, l'information visée à l'article 12 du projet « et, le cas échéant, à l'article 14 ». Or, l'article 14 du projet ne renvoie pas à l'article I.9, 1^o, a) et b), du Code de droit économique, mais bien aux services de paiement visés à l'article I.9, 1^o, c), du Code de droit économique. Au regard de ce qui précède, il y a donc également lieu d'insérer à l'article 2, § 7, alinéa 2, du projet, une référence à cette dernière disposition législative.

11. L'alinéa 2 de l'article 2, § 8, du projet, peut prêter à confusion. Si un prestataire du service bancaire de base peut décider unilatéralement de ne pas fournir un service bancaire de base « dans les délais », le délai figurant à l'article 2, § 8, alinéa 1^{er}, perd tout son sens. Si l'intention des auteurs du projet était d'instaurer la possibilité de prolonger le délai ainsi qu'un devoir d'information correspondant en cas de non-respect du délai visé à l'article 2, § 8, alinéa 1^{er}, du projet, dans certaines circonstances spécifiques, la rédaction de l'article 2, § 8, alinéa 2, du projet, devrait être adaptée en conséquence.

Articles 4 et 7

12. Le délégué a été invité à justifier la distinction entre, d'une part, les agents nommés par le ministre (article 4, alinéa 1^{er}, 1^o, du projet), qui, conformément à l'article 7 du projet, n'ont pas droit à un jeton de présence et au remboursement des frais de voyage et, d'autre part, les membres ayant une connaissance spécifique de certains services de paiement (article 4, alinéa 1^{er}, 2^o, du projet), qui y ont bien droit. À la suite de cette question, le délégué a fait savoir que cette dernière catégorie de personnes ne peuvent pas être des agents. Cette précision devrait figurer dans l'article 4, alinéa 1^{er}, 2^o, du projet.

Article 16

13. Le délégué a précisé que l'article 16, alinéa 1^{er}, 8^o à 15^o, du projet vise à donner suite à l'observation 47 de l'avis de l'Autorité de protection des données n^o 185/2021 du 8 octobre 2021. Dans cette observation, l'Autorité de protection des données se bornait toutefois à rappeler que sur la base de l'article 13 du règlement général sur la protection des données, certaines informations doivent être fournies lorsque des données à caractère personnel sont collectées auprès de la personne concernée, sans que, cependant, ladite Autorité vise sur ce point une modification du projet. L'article 16, alinéa 1^{er}, 8^o à 15^o, du projet ne fait que reproduire ou paraphraser ce qui découle déjà du règlement précité.

Conformément à l'article 288, paragraphe 2, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, un règlement est obligatoire dans tous ses éléments et il est directement applicable dans chaque État membre. Sauf dans les cas où le règlement laisse une certaine marge d'appréciation en ce qui concerne son exécution, cette applicabilité directe signifie qu'il n'est pas nécessaire que les États membres interviennent pour en intégrer les dispositions dans leur ordre juridique interne. Les dispositions d'un règlement ne doivent notamment pas être transposées dans le droit interne des États membres. Un tel procédé est non seulement superflu d'un point de vue normatif, dès lors qu'il ne crée aucune nouvelle norme, mais il risque également de semer la confusion quant à la nature juridique de la règle incorporée dans le régime de droit interne et, notamment, en ce qui concerne la compétence de la Cour de justice de l'Union européenne à connaître de tout litige relatif aux règles définies par le règlement. En outre, ce procédé induit en erreur sur la date d'entrée en vigueur des prescriptions applicables.

Qui plus est, les dispositions en projet peuvent prêter à confusion au motif que l'article 16, alinéa 1^{er}, 1^o à 7^o, du projet, mentionne des éléments que les demandeurs doivent indiquer eux-mêmes sur le formulaire de demande, lesquels éléments sont à distinguer de l'information générale relative au traitement des données à caractère personnel.

9. Men late het lid van de aanhef waarin wordt gerefereerd aan de adviezen van de Raad van State aanvangen als volgt: "Gelet op de adviezen 70.008/1/V en 72.244/1 van de Raad van State, gegeven op ...".

Artikel 2

10. In artikel 2, § 7, tweede lid, van het ontwerp, wordt de basisbankdienst-kamer opgedragen om bij ondernemingen die gebruik maken van betalingsdiensten in de zin van artikel I.9, 1^o, a) en b), van het Wetboek van economisch recht, de informatie bedoeld in artikel 12 van het ontwerp "en, in voorkomend geval, artikel 14" op te vragen. Artikel 14 van het ontwerp bevat echter geen verwijzing naar artikel I.9, 1^o, a) en b), van het Wetboek van economisch recht, maar wel naar betalingsdiensten in de zin van artikel I.9, 1^o, c), van het Wetboek van economisch recht. In artikel 2, § 7, tweede lid, van het ontwerp, dient in het licht hiervan derhalve ook een verwijzing naar de laatst vermelde wetsbepaling te worden opgenomen.

11. Het tweede lid van artikel 2, § 8, van het ontwerp, kan aanleiding geven tot onduidelijkheid. Indien een basisbankdienst-aanbieder eenzijdig kan beslissen om een basisbankdienst "niet tijdig" te verlenen, wordt de termijn die wordt vermeld in artikel 2, § 8, eerste lid, van iedere betekenis ontdaan. Indien de bedoeling van de stellers van het ontwerp erin zou bestaan om in de mogelijkheid tot verlenging van de termijn en een bijhorende informatieplicht te voorzien indien de termijn bedoeld in het artikel 2, § 8, eerste lid, van het ontwerp, in bepaalde specifieke omstandigheden niet kan worden nageleefd, zou de redactie van artikel 2, § 8, tweede lid, van het ontwerp, dienovereenkomstig moeten worden aangepast.

Artikelen 4 en 7

12. De gemachtigde werd om een verantwoording verzocht van het onderscheid tussen, enerzijds, ambtenaren aangewezen door de minister (artikel 4, eerste lid, 1^o, van het ontwerp), die overeenkomstig artikel 7 van het ontwerp geen recht hebben op presentiegeld en vergoeding van de reiskosten en, anderzijds, de leden die beschikken over een specifieke kennis van bepaalde betalingsdiensten (artikel 4, eerste lid, 2^o, van het ontwerp), die daar wel recht op hebben. De gemachtigde deelde naar aanleiding van deze vraag mee dat de laatst vermelde categorie van personen geen ambtenaren kunnen zijn. Dit zou moeten worden verduidelijkt in artikel 4, eerste lid, 2^o, van het ontwerp.

Artikel 16

13. De gemachtigde verduidelijkt dat door middel van artikel 16, eerste lid, 8^o tot 15^o, van het ontwerp, wordt beoogd gevolg te geven aan opmerking 47 van het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit nr. 185/2021 van 8 oktober 2021. In die opmerking bracht de Gegevensbeschermingsautoriteit echter louter in herinnering dat op grond van artikel 13 van de algemene verordening gegevensbescherming bepaalde informatie verstrekt moet worden wanneer persoonsgegevens bij de betrokkene worden verzameld, zonder dat de Gegevensbeschermingsautoriteit wat dat betreft evenwel aanstuurde op een wijziging van het ontwerp. Het bepaalde in artikel 16, eerste lid, 8^o tot 15^o, van het ontwerp, houdt trouwens niet meer in dan een herhaling of een parafrasering van wat reeds uit de voornoemde verordening voortvloeit.

Overeenkomstig artikel 288, tweede lid, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie is een verordening verbindend in al haar onderdelen en is ze rechtstreeks toepasselijk in elke lidstaat. Behoudens in gevallen waarin de verordening enige marge laat voor verdere discretionaire uitvoering, betekent die rechtstreekse toepasselijkheid dat geen optreden van de lidstaten vereist is om de bepalingen ervan te integreren in hun interne rechtsorde. Bepalingen van een verordening moeten inzonderheid niet worden omgezet in het interne recht van de lidstaten. Niet alleen is een dergelijke werkwijze overbodig op het normatieve vlak, aangezien ze geen nieuwe norm tot stand brengt, maar bovendien houdt ze het gevaar in dat verarring ontstaat inzake het rechtskarakter van het in de internrechtelijke regeling opgenomen voorschrift en onder meer ook over de bevoegdheid van het Hof van Justitie van de Europese Unie om kennis te nemen van alle betwistingen in verband met de voorschriften van de verordening. De betrokken werkwijze doet bovendien verarring ontstaan over de datum van inwerkingtreding van de toepasselijke voorschriften.

De ontworpen bepalingen kunnen bovendien onduidelijkheid in de hand werken omdat in artikel 16, eerste lid, 1^o tot 7^o, van het ontwerp, elementen worden vermeld die de aanvragers zelf moeten aanduiden op het aanvraagformulier, welke elementen te onderscheiden vallen van de algemene informatie met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens.

Il résulte de ce qui précède que les auteurs du projet seraient bien avisés de soumettre l'article 16, alinéa 1^{er}, 8° à 15°, à un examen complémentaire et, si nécessaire, d'omettre ces dispositions dans la mesure où elles ne font que reproduire ou paraphraser les dispositions du règlement général sur la protection des données. Néanmoins, si les auteurs du projet souhaitent maintenir les dispositions concernées, mieux vaut choisir de les insérer dans un nouvel alinéa 2 de l'article 16, qui, dans un souci de clarté, devra, dans ce cas, effectivement faire mention du membre de phrase « Conformément à l'article ... du règlement ... ».

LE GREFFIER
W. GEURTS

LE PRÉSIDENT
M. VAN DAMME

—
Note

Avis C.E. 70.008/1/V du 6 septembre 2021 sur un projet d'arrêté royal 'relatif au service bancaire de base pour les entreprises'.

2 *Doc. parl.*, Chambre 2021-2022, n° 2742/9. Le texte adopté est le même que celui qui a été adopté par la commission compétente (*Doc. parl.*, Chambre 2021-2022, n° 2742/7).

3 On pense entre autres aux articles 17 et 18 qui ont trait aux frais de fonctionnement de la chambre du service bancaire de base.

4 Mentionnés erronément dans le préambule du projet comme « l'article VII.59/4, §§ 3, alinéas 7, et 5 ».

5 Voir en effet l'observation formulée au point 7.2 du présent avis.

6 Le texte néerlandais emploie le mot « vergoed » dont la connotation diffère quant à son contenu du mot « versées » dans le texte français.

7 L'article 14 de la loi du 25 avril 2014 se réfère certes à l'article 1^{er}, § 3, de cette loi, sans toutefois que le champ d'application personnel de ces deux dispositions coïncide en tous points : en effet, il semble découler de l'article 7 *juncto* article 14 de la loi, que seuls les établissements de crédit agréés de droit belge relèvent du champ d'application de l'article 14 de la loi.

8 Cette conclusion s'applique indépendamment du fait que la contribution concernée doit être considérée comme un impôt ou une redevance : en effet, dans les deux cas, le principe de légalité s'applique. En l'espèce, cependant, le législateur semble avoir voulu concevoir la contribution en cause plutôt comme une redevance (voir *Doc. parl.*, Chambre, 2021—2022, n° 2742/1, p. 25), mais il serait néanmoins recommandé d'en outre compléter sur ce point le rapport au Roi du projet à l'examen en y insérant les précisions nécessaires.

9 Cela devrait ressortir du texte du projet et ne pas uniquement s'inférer du commentaire donné dans le rapport au Roi en ce qui concerne les articles 9 et 17 du projet.

—
**16 DECEMBRE 2022. — Arrêté royal
relatif au service bancaire de base pour les entreprises**

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, l'article 108;

Vu le Code de droit économique, l'article VII.59/4, §§ 3, alinéas 1^{er}, 3, 4, 5 et 7, et 5, insérés par la loi du 8 novembre 2020 et modifié par la loi du 25 septembre 2022 et l'article VII.59/5, insérés par la loi du 8 novembre 2020, et l'article VII.59/6, § 3, alinéa 2, inséré par la loi du 8 novembre 2020 et modifié par la loi du 25 septembre 2022, et l'article VII.59/7, § 2, inséré par la loi du 8 novembre 2020 et les articles VII.59/9, VII.59/10, et VII.59/11, alinéa 3, insérés par la loi du 25 septembre 2022 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 21 juin 2022 ;

Vu l'avis 185/2021 de l'Autorité de protection des données, donné le 8 octobre 2021 ;

Vu les avis 70/008/1/V et 72.244/1 du Conseil d'État, donné les 6 septembre 2021 et le 25 octobre 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Uit wat voorafgaat volgt dat de stellers van het ontwerp er goed aan doen om artikel 16, eerste lid, 8° tot 15°, aan een bijkomend onderzoek te onderwerpen en deze bepalingen zo nodig weg te laten in zoverre deze neerkomen op een loutere herneming of parafrasering van bepalingen van de algemene verordening gegevensbescherming. Indien de stellers van het ontwerp desondanks de betrokken bepalingen zouden wensen te behouden, wordt er beter voor geopteerd om die bepalingen in een nieuw tweede lid van artikel 16 op te nemen, waarin dan duidelijkheidshalve wel melding dient te worden gemaakt van de zinsnede "Overeenkomstig artikel ... van verordening ...".

DE GRIFFIER
W. GEURTS

DE VOORZITTER
M. VAN DAMME

—
Nota

Adv.RvS 70.008/1/V van 6 september 2021 over een ontwerp van koninklijk besluit 'houdende de basisbankdienst voor ondernemingen'.

2 *Parl.St.* Kamer 2021-22, nr. 2742/9. De aangenomen tekst is dezelfde als die welke is aangenomen in de bevoegde commissie (*Parl.St.* Kamer 2021-22, nr. 2742/7).

3 Te denken valt o.m. aan de artikelen 17 en 18 die betrekking hebben op de werkingskosten van de basisbankdienst-kamer.

4 In de aanhef van het ontwerp verkeerdelijk vermeld als "artikel VII.59/4, §§ 3, zevende lid, en 5".

5 Zie immers de opmerking onder randnummer 7.2 in dit advies.

6 In de Franse tekst wordt het woord "versées" gebruikt, wat een inhoudelijk andere connotatie heeft dan het woord "vergoed" in de Nederlandse tekst.

7 In artikel 14 van de wet van 25 april 2014 wordt weliswaar verwezen naar artikel 1, § 3, van die wet, zonder dat evenwel het personeel toepassingsgebied van de beide bepalingen geheel overeenstemt: uit artikel 7 *juncto* artikel 14 van de wet lijkt immers te volgen dat enkel vergunde kredietinstellingen naar Belgisch recht onder het toepassingsgebied van artikel 14 van de wet vallen.

8 Deze conclusie geldt ongeacht of de betrokken bijdrage als een belasting, dan wel als een retributie moet worden beschouwd: in beide gevallen speelt immers het legaliteitsbeginsel. *In casu* lijkt de wetgever de betrokken bijdrage evenwel veeleer als een retributie te hebben willen concipiëren (zie *Parl.St.* Kamer, 2021-22, nr. 2742/1, 25), maar het zou niettemin aanbeveling verdienen om wat dat betreft ook het verslag aan de Koning bij het voorliggende ontwerp aan te vullen met de nodige verduidelijking.

9 Dit zou uit de tekst van het ontwerp moeten blijken en niet louter moeten worden afgeleid uit de commentaar die in het verslag aan de Koning bij de artikelen 9 en 17 van het ontwerp wordt gegeven.

—
**16 DECEMBER 2022. — Koninklijk besluit
houdende de basisbankdienst voor ondernemingen**

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikel 108;

Gelet op het Wetboek van economisch recht, artikel VII.59/4, §§ 3, eerste, derde, vierde, vijfde en zevende lid, en 5, ingevoegd bij de wet van 8 november 2020 en gewijzigd bij de wet van 25 september 2022, en artikel VII.59/5, ingevoegd bij de wet van 8 november 2020, en artikel VII.59/6, § 3, tweede lid, ingevoegd bij de wet van 8 november 2020 en gewijzigd bij de wet van 25 september 2022, en artikel VII.59/7, § 2, ingevoegd bij de wet van 8 november 2020, en de artikelen VII.59/9, VII.59/10, en VII.59/11, derde lid, ingevoegd bij de wet van 25 september 2022;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 21 juni 2022;

Gelet op het advies 185/2021 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 8 oktober 2021;

Gelet op de adviezen 70/008/1/V en 72.244/1 van de Raad van State, gegeven op 6 september 2021 en 25 oktober 2022, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Économie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° loi du 18 septembre 2017 : la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces ;

2° Etat membre : un Etat membre de l'Union européenne ou, dans la mesure où l'accord sur l'Espace économique européen le prévoit, un Etat signataire de cet accord ;

3° pays tiers : un Etat qui n'est pas partie à l'accord sur l'Espace économique européen ;

4° règlement (CE) n° 2368/2002 : Règlement (CE) n° 2368/2002 du Conseil du 20 décembre 2002 mettant en œuvre le système de certification du processus de Kimberley pour le commerce international des diamants bruts ;

5° bénéficiaires effectifs : les personnes visées à l'article 4, alinéa 1^{er}, 27°, a) et c), de la loi du 18 septembre 2017 ;

6° arrêté royal du 7 octobre 2013 : l'arrêté royal du 7 octobre 2013 portant approbation du règlement pris en exécution de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme pour les commerçants en diamant enregistrés en application de l'article 169, § 3, de la loi-programme du 2 août 2002 ;

7° commerçant en diamants : les commerçants en diamants visés à l'article 169, § 3, de la loi-programme du 2 août 2002.

CHAPITRE 2. — *La chambre du service bancaire de base*

Section 1^{re}. — *Compétences*

Art. 2. § 1^{er}. Conformément à l'article VII.59/4, § 3, alinéa 7, du Code de droit économique, il est créé une chambre du service bancaire de base, chargée de désigner un prestataire du service bancaire de base pour les entreprises.

§ 2. La chambre du service bancaire de base se prononce sur la recevabilité et le caractère complet d'une demande d'obtention du service bancaire de base.

Une demande est recevable lorsqu'elle contient les éléments suivants :

1° une déclaration sur l'honneur que l'entreprise ou la mission diplomatique ne possède pas encore de service bancaire de base ou de compte de paiement qui lui permet d'utiliser les services visés à l'article VII.59/4, § 2, ni auprès d'un établissement de crédit de droit belge, ni auprès d'un établissement de crédit établi dans un autre Etat membre ;

2° une confirmation, étayée par les pièces justificatives nécessaires, du fait que l'entreprise ou la mission diplomatique s'est vu refuser au moins trois fois une demande d'ouverture des services de paiement visés à l'article VII.59/4, § 1^{er}, du Code de droit économique et, le cas échéant, qu'elle a été avertie de la résiliation de ses comptes ;

3° un formulaire complet de demande, visé à l'article 16, qui a été fourni à la chambre du service bancaire de base.

§ 3. La chambre du service bancaire de base vérifie que tous les documents nécessaires, tels que prévus dans le formulaire de demande visés à l'article 16, sont présents.

§ 4. Conformément à l'article VII.59/4, § 3, alinéa 4, du Code de droit économique, la chambre du service bancaire de base sollicite un avis confidentiel au sujet de l'entreprise ou de la mission diplomatique auprès de la Cellule de traitement des informations financières créée par la loi du 18 septembre 2017.

§ 5. Un dossier est considéré comme complet lorsque l'avis de la Cellule de traitement des informations financières est obtenu ou lorsque cette cellule n'a pas réagi dans les soixante jours calendrier.

§ 6. Dès que la demande de service bancaire de base est jugée recevable et complète, la chambre du service bancaire de base décide de la désignation d'un prestataire du service bancaire de base.

La décision de la chambre du service bancaire de base est notifiée par envoi recommandé à l'entreprise ou à la mission diplomatique demandeuse et, le cas échéant, au prestataire du service bancaire de base.

Op de voordracht van de Minister van Economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° wet van 18 september 2017: de wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten;

2° lidstaat: een lidstaat van de Europese Unie of in zoverre het akkoord over de Europese Economische Ruimte het voorziet, een Staat die dit akkoord heeft ondertekend;

3° derde land: een Staat die geen partij is bij de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte;

4° verordening (EG) nr. 2368/2002: Verordening (EG) nr. 2368/2002 van de Raad van 20 december 2002 tot uitvoering van het Kimberleyprocescertificering voor de internationale handel in ruwe diamant;

5° uiteindelijk begunstigden: de personen vermeld in artikel 4, eerste lid, 27°, a) en c), van de wet van 18 september 2017;

6° koninklijk besluit van 7 oktober 2013: het koninklijk besluit van 7 oktober 2013 tot goedkeuring van het reglement genomen in uitvoering van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld en de financiering van terrorisme voor de handelaren in diamant geregistreerd onder toepassing van artikel 169, § 3, van de programmawet van 2 augustus 2002;

7° diamanthandelaar: de handelaren in diamant bedoeld in artikel 169, § 3, van de programmawet van 2 augustus 2002.

HOOFDSTUK 2. — *De basisbankdienst-kamer*

Afdeling 1. — De bevoegdheden

Art. 2. § 1. Overeenkomstig artikel VII.59/4, § 3, zevende lid, van het Wetboek van economisch recht wordt een basisbankdienst-kamer opgericht die belast is met het aanwijzen van een basisbankdienst-aanbieder voor ondernemingen.

§ 2. De basisbankdienst-kamer oordeelt over de ontvankelijkheid en de volledigheid van een aanvraag tot het verkrijgen van de basisbankdienst.

Een aanvraag is ontvankelijk wanneer zij volgende elementen bevat:

1° een verklaring op eer dat de onderneming of diplomatieke zending niet reeds beschikt over een basisbankdienst of een betaalrekening waarmee zij gebruik kan maken van de in artikel VII.59/4, § 2, bedoelde diensten, noch bij een kredietinstelling naar Belgisch recht, noch bij een kredietinstelling gevestigd in een andere lidstaat;

2° een bevestiging, gestaafd met de nodige bewijsstukken, van het feit dat de onderneming of diplomatieke zending ten minste driemaal een aanvraag tot betalingsdiensten zoals bepaald in artikel VII.59/4, § 1, van het Wetboek van economisch recht, is geweigerd en, in voorkomend geval, dat zij ervan in kennis werd gesteld dat haar rekeningen zullen worden opgezegd;

3° een volledig aanvraagformulier, bedoeld in artikel 16, dat werd bezorgd aan de basisbankdienst-kamer.

§ 3. De basisbankdienst-kamer controleert of alle vereiste documenten, zoals vermeld in het aanvraagformulier bedoeld in artikel 16, aanwezig zijn.

§ 4. Overeenkomstig artikel VII.59/4, § 3, vierde lid, van het Wetboek van economisch recht, wint de basisbankdienst-kamer een vertrouwelijk advies in bij de Cel voor financiële informatieverwerking, ingesteld bij de wet van 18 september 2017, over de onderneming of diplomatieke zending.

§ 5. Een dossier wordt als volledig beschouwd wanneer het advies van de Cel voor financiële informatieverwerking is verkregen of wanneer dit advies uitblijft na zestig kalenderdagen.

§ 6. Eens de aanvraag tot het verkrijgen van de basisbankdienst als ontvankelijk en volledig wordt beoordeeld beslist de basisbankdienst-kamer over de aanwijzing van een basisbankdienst-aanbieder.

De beslissing van de basisbankdienst-kamer wordt per aangetekende zending ter kennis gebracht aan de aanvragende onderneming of diplomatieke zending en, in voorkomend geval, aan de basisbankdienst-aanbieder.

§ 7. La chambre du service bancaire de base demande aux entreprises visées à l'article 10, § 1^{er}, les informations complémentaires visées à l'article 10, §§ 2, 3 et 7, 1^o et 3^o, et, le cas échéant, à l'article 11, §§ 2, 3, et 4.

La chambre du service bancaire de base demande aux entreprises qui utilisent les services de paiement visés à l'article I.9, 1^o, a), b) et c), du Code de droit économique, l'information visées à l'article 12 et, le cas échéant, à l'article 14.

L'entreprise demandeuse fournit ces informations dans le délai fixé dans la demande.

La chambre du service bancaire de base ne procède à aucun contrôle sur le fond des informations visées aux alinéas 1^{er}, 2 et 3.

La chambre du service bancaire de base transmet les informations visées aux alinéas 1^{er}, 2 et 3, au prestataire du service bancaire de base, qui vérifie si l'entreprise demandeuse remplit les conditions visées aux alinéas 1^{er}, 2 et 3.

Si l'entreprise ne remplit pas les conditions visées aux alinéas 1^{er}, 2 et 3, le prestataire du service bancaire de base motive son refus par écrit.

La chambre du service bancaire de base peut demander des informations supplémentaires dans le cadre du respect des mesures visées aux articles 10, 11, 12 et 14.

§ 8. Sans préjudice des obligations à charge du prestataire du service bancaire de base découlant de la loi du 18 septembre 2017, en particulier en ce qui concerne l'identification et la vérification de l'identité, et le cas échéant, le contrôle effectué dans le cadre des conditions visées au paragraphe 7, les alinéas 1^{er}, 2 et 3, le prestataire du service bancaire de base propose le service bancaire de base dans les dix jours ouvrables suivant la notification de la décision de la chambre du service bancaire de base à l'entreprise ou à la mission diplomatique demandeuse.

Si le prestataire du service bancaire de base n'est pas en mesure de fournir le service bancaire de base dans le délai de dix jours ouvrables en raison des obligations prévues par la loi du 18 septembre 2017, notamment en ce qui concerne l'identification et la vérification de l'identité, et, le cas échéant, du contrôle dans le cadre des conditions visées au paragraphe 7, alinéas 1^{er}, 2 et 3, le prestataire du service bancaire de base informe par écrit l'entreprise ou la mission diplomatique et la chambre du service bancaire de base.

Si le prestataire du service bancaire de base ne fournit pas le service bancaire de base, il informe l'entreprise ou la mission diplomatique et la chambre du service bancaire de base de cette décision par écrit.

Section 2. — Modalités d'étalement

Art. 3. Les établissements de crédit d'importance systémique qui fournissent des services de paiement tels que visés à l'article VII.59/4, § 3, alinéa 5, du Code de droit économique sont qualifiés de prestataires du service bancaire de base.

Les modalités d'étalement de la désignation s'effectuent selon une répartition proportionnelle sur la base des critères suivants :

1^o la part de marché des comptes de paiement, tels que visé à l'article I.9, 8^o, du Code de droit économique, du nombre total d'entreprises au sein de l'établissement de crédit ;

2^o les services de paiement demandés ;

3^o les services de paiement offerts par l'établissement de crédit ;

4^o une répartition proportionnelle des entreprises agissant dans le cadre de leurs activités professionnelles visées à l'article 5, § 1^{er}, de la loi du 18 septembre 2017 par établissement de crédit.

Les établissements de crédit d'importance systémique tels que visés à l'alinéa 1^{er} fournissent à la chambre du service bancaire de base la collaboration nécessaire à l'exercice de sa mission, y compris la fourniture d'informations exactes et complètes.

Section 3. — Membres

Art. 4. La chambre du service bancaire de base est composée de :

1^o deux fonctionnaires nommés par le ministre qui a l'Economie dans ses attributions pour une durée de six ans ;

2^o maximum quatre membres qui ne sont pas fonctionnaires et qui ont une connaissance spécifique des services de paiement aux entreprises et/ou de prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, et/ou des affaires diplomatiques, désignés par le ministre qui a l'Economie dans ses attributions pour une durée de six ans.

Le mandat des membres est renouvelable.

§ 7. De basisbankdienst-kamer vraagt aan de ondernemingen bedoeld in artikel 10, § 1, de bijkomende informatie op als bedoeld in artikel 10, §§ 2, 3, en 7, 1^o en 3^o, en, in voorkomend geval, artikel 11, §§ 2, 3, en 4.

De basisbankdienst-kamer vraagt aan de ondernemingen die gebruik maken van de betalingsdiensten bedoeld in artikel I.9, 1^o, a), b) en c), van het Wetboek van economisch recht de informatie op als bedoeld in artikel 12 en, in voorkomend geval, artikel 14.

De aanvragende onderneming verstrekt deze informatie binnen de termijn als vastgelegd in het verzoek.

De basisbankdienst-kamer voert geen inhoudelijke controle uit op de in het eerste, tweede en derde lid bedoelde informatie.

De basisbankdienst-kamer geeft de in het eerste, tweede en derde lid, bedoelde informatie door aan de basisbankdienst-aanbieder die controleert of de aanvragende onderneming voldoet aan de voorwaarden als bedoeld in het eerste, tweede en derde lid.

Indien de onderneming niet voldoet aan de voorwaarden als bedoeld in het eerste, tweede of derde lid, motiveert de basisbankdienst-aanbieder op schriftelijke wijze de weigering.

De basisbankdienst-kamer kan bijkomende informatie opvragen in het kader van de naleving van de maatregelen als bedoeld in de artikelen 10, 11, 12 en 14.

§ 8. Onverminderd de verplichtingen van de basisbankdienst-aanbieder in het kader van de wet van 18 september 2017, in het bijzonder met betrekking tot identificatie en identiteitsverificatie, en in voorkomend geval de controle in het kader van de voorwaarden bedoeld in paragraaf 7, eerste, tweede en derde lid, biedt de basisbankdienst-aanbieder binnen tien werkdagen na kennisgeving van de beslissing van de basisbankdienst-kamer de basisbankdienst aan de aanvragende onderneming of diplomatieke zending aan.

Indien de basisbankdienst-aanbieder de basisbankdienst niet kan verlenen binnen de termijn van tien werkdagen omwille van de verplichtingen in het kader van de wet van 18 september 2017, in het bijzonder met betrekking tot identificatie en identiteitsverificatie, en in voorkomend geval de controle in het kader van de voorwaarden bedoeld in paragraaf 7, eerste, tweede en derde lid, brengt de basisbankdienst-aanbieder de onderneming of de diplomatieke zending en de basisbankdienst-kamer schriftelijk op de hoogte.

Indien de basisbankdienst-aanbieder de basisbankdienst niet verleent, brengt de basisbankdienst-aanbieder de onderneming of de diplomatieke zending en de basisbankdienst-kamer schriftelijk op de hoogte van deze beslissing.

Afdeling 2. — De wijze van spreading

Art. 3. De systeemrelevante kredietinstellingen als bedoeld in artikel VII.59/4, § 3, vijfde lid, van het Wetboek van economisch recht komen in aanmerking als basisbankdienst-aanbieder.

De wijze van spreading voor de aanwijzing gebeurt volgens een proportionele verdeling op basis van volgende criteria:

1^o het marktaandeel van betaalrekeningen, als bedoeld in artikel I.9, 8^o, van het Wetboek van economisch recht, van het totale aantal ondernemingen binnen de kredietinstelling;

2^o de aangevraagde betalingsdiensten;

3^o de betalingsdiensten aangeboden door de kredietinstelling;

4^o een proportionele verdeling van ondernemingen handelend in het kader van hun beroepsactiviteiten als bedoeld in artikel 5, § 1, van de wet van 18 september 2017 per kredietinstelling.

De systeemrelevante kredietinstellingen als bedoeld in het eerste lid verlenen de basisbankdienst-kamer de nodige medewerking voor het vervullen van haar opdracht, met inbegrip van het aanleveren van juiste en volledige informatie.

Afdeling 3. — De leden

Art. 4. De basisbankdienst-kamer is samengesteld uit:

1^o twee ambtenaren aangewezen door de minister bevoegd voor Economie voor een termijn van zes jaar;

2^o maximum vier leden die geen ambtenaren zijn en die beschikken over specifieke kennis van betalingsdiensten van ondernemingen en/of voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en/of diplomatieke aangelegenheden, aangewezen door de minister bevoegd voor Economie voor een termijn van zes jaar.

Het mandaat van de leden is hernieuwbaar.

En cas de remplacement d'un membre, la nomination du nouveau membre met fin au mandat de la personne qu'il remplace. Le président est élu parmi les membres. En cas de remplacement du président, la nomination du nouveau président met fin au mandat de la personne qu'il remplace.

Le secrétariat de la chambre du service bancaire de base est assuré par les agents nommés par le ministre qui a l'Economie dans ses attributions.

Art. 5. § 1^{er}. La chambre du service bancaire de base délibère valablement si la majorité au moins de ses membres, y compris le président, sont présents ou représentés.

§ 2. Chaque membre dispose d'une voix.

Les décisions sont prises à la majorité simple. En cas d'égalité des voix, la voix du président est décisive.

Art. 6. Le président et les membres de la chambre du service bancaire de base sont tenus au devoir de discrétion.

Art. 7. Il est alloué un jeton de présence aux membres visés à l'article 4, alinéa 1^{er}, 2^o, dont le montant est fixé à 350 euros par réunion à laquelle le membre a assisté.

Les membres visés à l'article 4, alinéa 1^{er}, 2^o, ont droit au remboursement du montant des frais réels, moyennant production de documents probants.

Les jetons de présence sont liés à l'indice des prix à la consommation du mois qui précède l'entrée en vigueur de la présente disposition.

Section 4. — Fonctionnement

Art. 8. La chambre du service bancaire de base établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du ministre qui a l'Economie dans ses attributions.

Art. 9. Les frais de secrétariat de la chambre du service bancaire de base sont pris en charge par le Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie.

CHAPITRE 3. — Mesures spécifiques supplémentaire en matière d'atténuation des risques

Art. 10. § 1^{er}. Les présentes mesures spécifiques en matière d'atténuation des risques sont applicables aux entreprises agissant dans le cadre de leurs activités professionnelles réglementées visées à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 18 septembre 2017 qui se sont vu attribuer un prestataire du service bancaire de base par la chambre du service bancaire de base.

Le prestataire du service bancaire de base peut refuser ou résilier le service bancaire de base si l'entreprise ne remplit pas les conditions figurant aux paragraphes 2 à 8 ou ne fournit pas les informations visées aux paragraphes 2 à 8.

§ 2. Les personnes physiques détenant au moins vingt-cinq pourcent du capital de l'entreprise demandeuse remplissent les conditions d'honorabilité suivantes :

1^o ne pas être privés de leurs droits civils et politiques ;

2^o ne pas avoir été déclarés en faillite sans avoir obtenu la réhabilitation ;

3^o ne pas avoir encouru en Belgique ou dans un autre Etat membre l'une des peines suivantes :

a) une peine criminelle ;

b) une peine d'emprisonnement sans sursis de six mois au moins pour l'une des infractions mentionnées à l'article 1^{er} de l'arrêté royal n^o 22 du 24 octobre 1934 relatif à l'interdiction judiciaire faite à certains condamnés et aux faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités ;

c) une amende pénale de 2 500 euros au moins, avant application des décimes additionnels, pour infraction à la loi du 18 septembre 2017 et à ses arrêtés d'exécution.

§ 3. Les entreprises visées au paragraphe 1^{er} fournissent un extrait du casier judiciaire relatif aux condamnations conformément à l'article VII.59/6, § 3, 1^o, du Code de droit économique. Les entreprises signalent si elles ou leurs dirigeants font l'objet de poursuites pénales.

§ 4. Les entreprises visées au paragraphe 1^{er} ne s'adressent qu'au siège social du prestataire du service bancaire de base via une procédure électronique qu'ils proposent.

In het geval van vervanging van een lid beëindigt het nieuw aangewezen lid het mandaat van diegene die hij vervangt. De voorzitter wordt gekozen onder de leden. In het geval van vervanging van de voorzitter beëindigt de nieuwbenoemde voorzitter het mandaat van de diegene die hij vervangt.

Het secretariaat van de basisbankdienst-kamer wordt waargenomen door ambtenaren daartoe aangewezen door de minister bevoegd voor Economie.

Art. 5. § 1. De basisbankdienst-kamer beraadslaagt geldig indien ten minste de meerderheid van de leden, waaronder de voorzitter, aanwezig of vertegenwoordigd zijn.

§ 2. Elk lid beschikt over één stem.

De beslissingen worden genomen volgens gewone meerderheid. Bij een gelijk aantal stemmen, is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Art. 6. De voorzitter en de leden van de basisbankdienst-kamer zijn gehouden tot een discretieplicht.

Art. 7. Er wordt aan de leden van de basisbankdienst-kamer als bedoeld in artikel 4, eerste lid, 2^o, een presentiegeld toegekend, waarvan het bedrag is vastgesteld op 350 euro per vergadering waar het lid aanwezig is geweest.

De leden als bedoeld in artikel 4, eerste lid, 2^o, hebben recht op de terugbetaling van het bedrag van hun werkelijke reiskosten mits voorlegging van bewijskrachtige bescheiden.

De presentiegelden zijn gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand die voorafgaat aan de inwerkingtreding van deze bepaling.

Afdeling 4. — De werking

Art. 8. De basisbankdienst-kamer bepaalt haar huishoudelijk reglement en legt het ter goedkeuring voor aan de minister bevoegd voor Economie.

Art. 9. De kosten van het secretariaat van de basisbankdienst-kamer worden gedragen door de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie.

HOOFDSTUK 3. — Specifieke bijkomende risicobeperkende maatregelen

Art. 10. § 1. Volgende specifieke bijkomende risicobeperkende maatregelen zijn van toepassing op de ondernemingen handelend in het kader van hun gereguleerde beroepsactiviteiten als bedoeld in artikel 5, § 1, eerste lid, van de wet van 18 september 2017 die een basisbankdienst-aanbieder werden toegewezen door de basisbankdienst-kamer.

De basisbankdienst-aanbieder kan de basisbankdienst weigeren of opzeggen indien de onderneming niet voldoet aan de voorwaarden als bedoeld in de paragrafen 2 tot 8 of de informatie bedoeld in de paragrafen 2 tot 8 niet verstrekt.

§ 2. Natuurlijke personen die ten minste vijftienvijf procent van de inbreng van de aanvragende onderneming bezitten voldoen aan de volgende betrouwbaarheidsvoorwaarden:

1^o niet uit hun burgerlijke of politieke rechten ontzet zijn;

2^o niet failliet zijn verklaard zonder eerherstel te hebben verkregen;

3^o in België of een andere lidstaat geen van de volgende straffen hebben opgelopen:

a) een criminele straf;

b) een onvoorwaardelijke gevangenisstraf van ten minste zes maanden voor een van de strafbare feiten genoemd in artikel 1 van koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1934 betreffende het gerechtelijk verbod voor bepaalde veroordeelden en gefailleerden om bepaalde ambten, beroepen of werkzaamheden uit te oefenen;

c) een strafrechtelijke geldboete van ten minste 2.500 euro, vóór toepassing van de opdecimen, wegens overtreding van de wet van 18 september 2017 en van de uitvoeringsbesluiten ervan.

§ 3. De ondernemingen bedoeld in paragraaf 1 bezorgen een uittreksel uit het strafregister dat betrekking heeft op de veroordelingen overeenkomstig artikel VII.59/6, § 3, 1^o, van het Wetboek van economisch recht. De ondernemingen maken een melding indien zij of haar bestuurders het voorwerp uitmaken van een strafrechtelijke procedure.

§ 4. De ondernemingen bedoeld in paragraaf 1 wenden zich uitsluitend tot de maatschappelijke zetel van de basisbankdienst-aanbieder via een door hen aangeboden elektronische procedure.

§ 5. Les entreprises visées au paragraphe 1^{er} établissent, le cas échéant et à la demande du prestataire du service bancaire de base, une liste de contreparties ordinaires permettant d'identifier précisément l'origine et la destination des fonds.

§ 6. Les entreprises visées au paragraphe 1^{er} documentent, à la demande du prestataire du service bancaire de base :

- 1° toute opération d'un montant supérieur à 5.000 euros ;
- 2° les opérations étalées sur un an qui s'élèvent à plus de 20.000 euros et concernent la même contrepartie ;
- 3° les opérations étalées sur un mois qui s'élèvent à plus de 5.000 euros et concernent la même contrepartie.

Le prestataire du service bancaire de base peut relever les seuils figurant à l'alinéa 1^{er} en fonction du profil de risque et de la taille de l'entreprise demandeuse.

§ 7. Les entreprises, visées au paragraphe 1^{er}, dotées de la personnalité juridique notifient préalablement ou à tout le moins sans délai au prestataire du service bancaire de base :

- 1° les statuts ainsi que leur modification ;
- 2° tout changement significatif du modèle d'entreprise ;
- 3° la structure de l'actionariat ainsi que toute modification de celle-ci et les bénéficiaires effectifs de l'entreprise, ainsi que la preuve de l'actualisation correspondante des informations dans le registre des bénéficiaires effectifs ;
- 4° toute nomination et/ou révocation des membres de l'organe d'administration et des délégués à la gestion quotidienne, ainsi que la fourniture de tous les documents probants permettant de vérifier l'identité de ces personnes.

§ 8. Les entreprises visées au paragraphe 1^{er} rapportent, à la demande du prestataire, la preuve qu'elles respectent les obligations de publicité telles que visées le livre 3, chapitre 1^{er}, section 4 et chapitre 2, section 6, du Code des sociétés et des associations.

Art. 11. § 1^{er}. Sans préjudice du respect de l'article 10, les commerçants en diamants, visés à l'article 169, § 3, de la loi-programme du 2 août 2002, sont soumis à des mesures de réduction des risques supplémentaires spécifiques.

Le prestataire du service bancaire de base peut refuser ou résilier le service bancaire de base si le commerçant en diamants ne remplit pas les conditions figurant aux paragraphes 2 à 6 ou ne fournit pas les informations visées aux paragraphes 2 à 6.

§ 2. Le commerçant en diamants est soumis à des mesures relatives à l'identification et à la vérification de l'identité des clients, de leurs représentants et des bénéficiaires effectifs, ce qui implique notamment les éléments suivants :

- 1° le commerçant en diamants paie ses employés par virement bancaire. Cela constitue une exception à la décision 0406 de la Commission Paritaire 324 ;
- 2° le commerçant en diamants est un commerçant en diamants belge officiellement enregistré conformément à l'arrêté royal du 20 novembre 2019 portant des mesures relatives à la surveillance du secteur du diamant ;
- 3° le commerçant en diamants s'est conformé aux exigences en matière de licence telles que visées dans l'arrêté royal du 20 novembre 2019 portant des mesures relatives à la surveillance du secteur du diamant, au cours des cinq dernières années, ou au cours de la période de son existence si l'entreprise existe depuis moins de cinq ans ;
- 4° ni le commerçant en diamants en tant que personne morale, ni ses actionnaires, les membres de l'organe légal d'administration et les personnes en charge de la gestion effective n'ont fait l'objet d'une peine criminelle. Le commerçant en diamants fournit un extrait du casier judiciaire de la personne morale et, le cas échéant, des membres de l'organe légal d'administration et des personnes en charge de la gestion effective, datant de moins de trois mois ;
- 5° le commerçant en diamants fournit la preuve que ses clients ont fait l'objet d'une évaluation des risques spécifiques ;
- 6° afin de garantir le respect de la loi du 18 septembre 2017 ainsi que des sanctions et embargos, le commerçant en diamants présente une copie d'un certificat de participation à une formation anti-blanchiment agréée par le Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie durant laquelle les obligations des commerçants en diamants sont expliquées conformément à l'arrêté royal du 7 octobre 2013, datant de moins d'un an, au nom d'un responsable anti-blanchiment du commerçant en diamants, qui travaille toujours pour celui-ci au moment de la fourniture de ces informations, ainsi qu'une politique écrite de lutte contre le blanchiment d'argent, qui

§ 5. De ondernemingen bedoeld in paragraaf 1 stellen, in voorkomend geval en op vraag van de basisbankdienst-aanbieder, een lijst op van gebruikelijke tegenpartijen die het mogelijk maakt de herkomst en de bestemming van de middelen nauwkeurig te bepalen.

§ 6. De ondernemingen bedoeld in paragraaf 1 documenteren op vraag van de basisbankdienst-aanbieder:

- 1° elke transactie van meer dan 5.000 euro;
- 2° transacties verspreid over één jaar die meer dan 20.000 euro bedragen en eenzelfde tegenpartij betreffen;
- 3° transacties verspreid over één maand die meer dan 5.000 euro bedragen en eenzelfde tegenpartij betreffen.

De basisbankdienst-aanbieder kan de drempels bedoeld in het eerste lid verhogen overeenkomstig het risicoprofiel en de grootte van de aanvragende onderneming.

§ 7. De ondernemingen, bedoeld in paragraaf 1, met rechtspersoonlijkheid stellen de basisbankdienst-aanbieder vooraf of ten minste onverwijld in kennis van:

- 1° de statuten alsook hun wijziging;
- 2° elke belangrijke wijziging in het bedrijfsmodel;
- 3° de structuur van het aandeelhouderschap alsook elke wijziging en de uiteindelijke begunstigden van de vennootschap, alsmede het bewijs van de overeenkomstige actualisering van de informatie in het register van uiteindelijke begunstigden;
- 4° elke benoeming en/of ontslag van de leden van het bestuursorgaan en van de vertegenwoordigers van het dagelijks bestuur, alsmede het overleggen van alle bewijsstukken die het mogelijk maken de identiteit van deze personen te verifiëren.

§ 8. De ondernemingen bedoeld in paragraaf 1 verstrekken, op vraag van de aanbieder, bewijs dat zij voldoen aan de openbaarmakingsverplichtingen als bedoeld in boek 3, titel 1, hoofdstuk 1, afdeling 4 en hoofdstuk 2, afdeling 6, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Art. 11. § 1. Onverminderd de naleving van artikel 10, zijn op de diamanthandelaren, bedoeld in artikel 169, § 3, van de programmawet van 2 augustus 2002, specifieke bijkomende risicobeperkende maatregelen van toepassing.

De basisbankdienst-aanbieder kan de basisbankdienst weigeren of opzeggen indien de diamanthandelaar niet voldoet aan de voorwaarden zoals bedoeld in de paragrafen 2 tot 6 of de informatie bedoeld in de paragrafen 2 tot 6 niet verstrekt.

§ 2. De diamanthandelaar is onderworpen aan maatregelen gekoppeld aan de identificatie en verificatie van de identiteit van cliënten, hun vertegenwoordigers en uiteindelijke begunstigden, wat met name het volgende inhoudt:

- 1° de diamanthandelaar betaalt zijn werknemers per overschrijving uit. Dit vormt een uitzondering op de beslissing 0406 van het Paritair Comité 324;
- 2° de diamanthandelaar is een officieel geregistreerde Belgische diamanthandelaar overeenkomstig het koninklijk besluit van 20 november 2019 houdende maatregelen betreffende het toezicht op de diamantsector;
- 3° de diamanthandelaar heeft de registratievoorwaarden als bepaald in het koninklijk besluit van 20 november 2019 houdende maatregelen betreffende het toezicht op de diamantsector nageleefd gedurende de laatste vijf jaar, of gedurende de periode van zijn bestaan indien de onderneming nog geen vijf jaar bestaat;
- 4° de diamanthandelaar als rechtspersoon noch, zijn aandeelhouders, leden van het wettelijk bestuursorgaan of personen belast met de effectieve leiding hebben een criminele straf opgelopen. De diamanthandelaar bezorgt een uittreksel uit het strafregister van zowel de rechtspersoon, indien van toepassing, als van zijn leden van het wettelijk bestuursorgaan en personen belast met de effectieve leiding dat niet ouder is dan drie maanden;
- 5° de diamanthandelaar bezorgt een bewijs dat zijn cliënten gescreend zijn op specifieke risico's;
- 6° ter waarborging van het naleven van de wet van 18 september 2017 alsook sancties en embargo's, legt de diamanthandelaar een kopie van een deelnamecertificaat voor van een door de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O. Middenstand en Energie goedgekeurde anti-witwasopleiding waarbij de verplichtingen van een diamanthandelaar worden toegelicht overeenkomstig het koninklijk besluit van 7 oktober 2013, van niet ouder dan één jaar, op naam van een anti-witwasverantwoordelijke van de diamanthandelaar die op het moment van de verstrekking van deze informatie nog steeds werkzaam is bij de diamanthandelaar alsook een schriftelijk anti-witwas beleid,

contient également une politique d'acceptation des clients, du commerçant en diamants et une copie du dernier rapport anti-blanchiment soumis au Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie ;

7° afin de garantir le respect des meilleures pratiques dans le secteur du diamant par le commerçant en diamants, celui-ci doit présenter un certificat de participation à une formation portant sur les « meilleures pratiques dans le secteur du diamant » datant de moins d'un an au nom de tous les employés du commerçant en diamants qui travaillent toujours pour celui-ci au moment de fournir ces informations.

§ 3. Le commerçant en diamants est soumis à des mesures liées à l'identification des caractéristiques du client et de l'objet et de la nature de la relation d'affaires, ce qui implique notamment les éléments suivants :

1° le commerçant en diamants présente une attestation prouvant qu'il est suffisamment assuré dans le cadre de ses activités commerciales auprès d'une compagnie d'assurance de premier rang et/ou d'une compagnie spécialisée dans le secteur du diamant ;

2° le commerçant en diamants fournit un aperçu clair contenant des informations sur le type de commerce qu'il effectue ;

3° le commerçant en diamants indique clairement sur ses factures la classification de sa marchandise, ainsi que le nombre de carats, la valeur et, si possible, la qualité des diamants. Il confirme également sur sa facture que les diamants commercialisés ne sont pas des diamants de guerre au moyen de la clause suivante :

“The diamonds herein invoiced have been {sourced} purchased from legitimate sources not involved in funding conflict, in compliance with United Nations Resolutions and corresponding national laws {where the invoice is generated}. The seller hereby guarantees that these diamonds are conflict free and confirms adherence to the WDC SoW Guidelines.”;

“De hierbij gefactureerde diamanten zijn {afkomstig} verkregen uit legitieme bronnen, derhalve niet betrokken bij de financiering van conflicten en zijn in overeenstemming met de resoluties van de Verenigde Naties en overeenkomstige nationale wetten {waar de factuur wordt gegenereerd}. De verkoper garandeert hierbij dat deze diamanten conflictvrij zijn en bevestigt de naleving van de WDC SoW-richtlijnen.”;

« Les diamants facturés par la présente sont {originaires} obtenus de sources légitimes, ne sont donc pas impliqués dans le financement de conflits et sont conformes aux résolutions des Nations Unies et aux lois nationales correspondantes {où la facture est générée}. Le vendeur garantit par la présente que ces diamants sont sans conflit et confirme la conformité avec les directives du WDC SoW. » ;

4° le commerçant en diamants fournit un exemplaire signé du « Diamond Terminology Guideline » et déclare par écrit qu'il utilise la terminologie correcte sur ses factures et autres documents pour distinguer les diamants des diamants synthétiques.

§ 4. Le commerçant en diamants est soumis à des mesures destinées à réduire les risques liés aux caractéristiques du client, qui sont notamment les suivantes :

1° le commerçant en diamants n'a pas émis de lettres de change faisant l'objet d'un protêt et n'a pas été impliqué dans une quelconque faillite ;

2° le commerçant en diamants est membre d'une bourse aux diamants agréée figurant à l'annexe V du règlement (CE) n° 2368/2002 et fournit une copie de la carte de membre de cette bourse.

§ 5. Le commerçant en diamants est soumis à des mesures destinées à réduire les facteurs de risque liés aux caractéristiques du type de services de paiement fournis, qui sont notamment les suivantes :

1° le commerçant en diamants s'engage à utiliser le compte de paiement exclusivement pour ses activités professionnelles en tant que commerçant en diamants et non pour d'autres activités professionnelles et/ou à ne pas l'utiliser pour des transactions avec des fonds privés et/ou ne pas à l'utiliser pour des transactions privées des actionnaires, des employés ou des administrateurs ;

2° le commerçant en diamants n'effectue pas d'opérations dans d'autres devises étrangères, à l'exception des paiements en dollars américains dans les conditions et modalités mentionnées dans le présent arrêté.

dat ook een cliëntacceptatiebeleid bevat, van de diamanthandelaar en een kopie van het laatste anti-witwasverslag ingediend bij de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O, Middenstand en Energie;

7° ter waarborging van het naleven van beste praktijken in de diamantsector door de diamanthandelaar, legt hij een deelnamecertificaat voor van een opleiding “beste praktijken in de diamantsector” niet ouder dan één jaar op naam van alle werknemers van de diamanthandelaar die op het moment van de verstrekking van deze informatie nog steeds werkzaam zijn bij de diamanthandelaar.

§ 3. De diamanthandelaar is onderworpen aan maatregelen gekoppeld aan de identificatie van de karakteristieken van de cliënt en het voorwerp en de aard van de zakenrelatie, wat met name het volgende inhoudt:

1° de diamanthandelaar legt een certificaat voor waaruit blijkt dat de diamanthandelaar voldoende verzekerd is in het kader van zijn handelsactiviteiten bij een verzekeringsonderneming van eerste rang en/of gespecialiseerd in de diamantsector;

2° de diamanthandelaar bezorgt een duidelijk overzicht met informatie over het soort handel dat hij drijft;

3° de diamanthandelaar beschrijft duidelijk op zijn facturen de classificatie van zijn goederen, alsook het aantal karaat, de waarde en indien mogelijk de kwaliteit van de diamanten. Ook bevestigt hij op zijn factuur dat de verhandelde diamanten geen conflictdiamanten zijn aan de hand van de volgende clausule:

« The diamonds herein invoiced have been {sourced} purchased from legitimate sources not involved in funding conflict, in compliance with United Nations Resolutions and corresponding national laws {where the invoice is generated}. The seller hereby guarantees that these diamonds are conflict free and confirms adherence to the WDC SoW Guidelines. »;

“De hierbij gefactureerde diamanten zijn {afkomstig} verkregen uit legitieme bronnen, derhalve niet betrokken bij de financiering van conflicten en zijn in overeenstemming met de resoluties van de Verenigde Naties en overeenkomstige nationale wetten {waar de factuur wordt gegenereerd}. De verkoper garandeert hierbij dat deze diamanten conflictvrij zijn en bevestigt de naleving van de WDC SoW-richtlijnen.”;

« Les diamants facturés par la présente sont {originaires} obtenus de sources légitimes, ne sont donc pas impliqués dans le financement de conflits et sont conformes aux résolutions des Nations Unies et aux lois nationales correspondantes {où la facture est générée}. Le vendeur garantit par la présente que ces diamants sont sans conflit et confirme la conformité avec les directives du WDC SoW. » ;

4° de diamanthandelaar bezorgt een ondertekende kopie van de “Diamond Terminology Guideline” en verklaart hierbij schriftelijk dat hij de juiste terminologie gebruikt op zijn facturen en andere documenten om diamanten van synthetische diamanten te onderscheiden.

§ 4. De diamanthandelaar is onderworpen aan maatregelen om de risico's gekoppeld aan de karakteristieken van de cliënt te verminderen, wat met name het volgende inhoudt:

1° de diamanthandelaar heeft geen wisselbrieven uitgegeven die geprotesteerd werden en is niet betrokken geweest bij enig faillissement;

2° de diamanthandelaar is lid van een erkende diamantbeurs opgenomen in bijlage V van verordening (EG) nr. 2368/2002 en bezorgt een kopie van een lidmaatschapskaart van de beurs.

§ 5. De diamanthandelaar is onderworpen aan maatregelen om de risicofactoren te verminderen gekoppeld aan de karakteristieken van het soort betalingsdiensten geleverd, wat met name het volgende inhoudt:

1° de diamanthandelaar verbindt zich ertoe de betaalrekening exclusief te gebruiken voor zijn professionele activiteiten als diamanthandelaar en niet voor enige andere professionele activiteiten en/of niet te gebruiken voor verrichtingen met privéfondsen en/of aan te wenden voor privéverrichtingen van aandeelhouders, medewerkers of bestuurders;

2° de diamanthandelaar verricht geen transacties in andere vreemde munten, met uitzondering van betalingen in Amerikaanse dollar onder de voorwaarden en de nadere regels vermeld in dit besluit.

§ 6. Le commerçant en diamants est soumis à des mesures permettant ou facilitant l'exercice d'une vigilance constante sur les relations d'affaires et les transactions, qui sont notamment les suivantes :

le commerçant en diamants garantit, pour chaque transaction, la traçabilité complète du flux de marchandises sous-jacent et fournit à cette fin toutes les informations demandées par le prestataire du service bancaire de base.

Le prestataire du service bancaire de base peut demander au commerçant en diamants les documents suivants, qu'il doit fournir immédiatement :

1° documents d'identification des clients et/ou des fournisseurs du commerçant en diamants, à moins que ces clients ou fournisseurs ne soient des commerçants en diamants belges enregistrés qui peuvent être trouvés sur le site web www.registereddiamondcompanies.be ;

2° copie de l'acte de vente ou d'achat des diamants et/ou autres documents justifiant la transaction ;

3° pour les transactions de diamants bruts avec des pays tiers, une copie validée du certificat du processus de Kimberley, tel que visé à l'article 2, *d*), du règlement (CE) n° 2368/2002, estampillé par le Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie.

CHAPITRE 4. — Restrictions nécessaires pour limiter les risques liés à l'utilisation de l'argent liquide

Art. 12. Les services de paiement visés à l'article I.9, 1°, *a*) et *b*), du Code de droit économique, ne sont proposés par le prestataire du service bancaire de base à l'entreprise que dans la mesure où :

1° l'entreprise assure la transparence quant à :

a) l'ordre de grandeur de l'utilisation de l'argent liquide ;

b) la justification de l'utilisation de l'argent liquide et la conformité avec le profil et l'activité de l'entreprise ;

2° les retraits d'espèces d'un compte de paiement sont limités à un montant qui, compte tenu du profil de l'entreprise, est strictement nécessaire pour pouvoir payer en espèces les besoins quotidiens, lorsqu'un paiement électronique n'est pas possible ;

3° l'entreprise offre toujours à ses clients la possibilité d'effectuer un paiement électronique ;

4° le commerçant en diamants n'utilise pas d'argent liquide pour l'achat ou la vente de diamants.

Art. 13. Le prestataire du service bancaire de base peut refuser ou résilier le service bancaire de base si l'entreprise ne remplit pas les conditions figurant à l'article 12 ou ne fournit pas les informations visées à l'article 12.

CHAPITRE 5. — Conditions supplémentaires pour les transactions en dollars américains

Art. 14. Si le service bancaire de base comprend des services de paiement tels que visés à l'article I.9, 1°, *c*), du Code de droit économique en dollars américains, l'entreprise demandeuse remplit les conditions supplémentaires suivantes :

1° l'entreprise démontre que le dollar américain est la monnaie fonctionnelle de l'entreprise ;

2° la réalisation d'une opération en dollars américains peut être subordonnée à l'autorisation préalable de la personne désignée en application de l'article 9, § 2, de la loi du 18 septembre 2017 par le prestataire du service bancaire de base ;

3° l'entreprise documente de manière précise et exacte la légitimité de chaque transaction en dollars américains ;

4° les transactions sont limitées aux services de paiement tels que visés à l'article I.9, 1°, *c*), du Code de droit économique.

Lorsque la fourniture d'opérations en dollars américains est incompatible avec les obligations imposées par un établissement correspondant au sens de l'article 4, 34°, *a*) et *b*), de la loi du 18 septembre 2017 du prestataire du service bancaire de base, ce service de paiement en dollars américains n'est plus fourni par le prestataire du service bancaire de base qui justifie sa décision de manière documentée.

Art. 15. Le prestataire du service bancaire de base peut refuser ou résilier le service bancaire de base si l'entreprise ne remplit pas les conditions figurant à l'article 14 ou ne fournit pas les informations visées à l'article 14.

§ 6. De diamanthandelaar is onderworpen aan maatregelen die toelaten of faciliteren om een bestendige waakzaamheid uit te voeren gerelateerd aan de zakenrelaties en transacties, wat met name het volgende inhoudt:

de diamanthandelaar garandeert per transactie de volledige traceerbaarheid van de onderliggende goederenstroom en verstrekt daartoe alle informatie die de basisbankdienst-aanbieder opvraagt.

De basisbankdienst-aanbieder kan de volgende documenten opvragen van de diamanthandelaar, dewelke de diamanthandelaar onmiddellijk ter beschikking stelt:

1° identificatiedocumenten van de cliënten en/of leveranciers van de diamanthandelaar, tenzij deze cliënten of leveranciers Belgisch geregistreerde diamanthandelaren zijn welke terug te vinden zijn via de website www.registereddiamondcompanies.be;

2° kopie van de verkoop- of aankoopfactuur van diamanten en/of andere documenten die de transactie staven;

3° voor transacties met derde landen in ruwe diamant een gevalideerde kopie van het Kimberley Process Certificaat, zoals bedoeld in artikel 2, *d*) van de verordening (EG) nr. 2368/2002, afgestempeld door de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O, Middenstand en Energie.

HOOFDSTUK 4. — Beperkingen nodig om risico's verbonden aan het gebruik van contanten te beperken

Art. 12. De betalingsdiensten bedoeld in artikel I.9, 1°, *a*) en *b*), van het Wetboek van economisch recht worden door de basisbankdienst-aanbieder slechts aangeboden aan de onderneming voor zover:

1° de onderneming transparantie biedt over:

a) de grootorde van het gebruik van contanten;

b) verantwoording van het gebruik van contanten en conformiteit aan het profiel en de activiteit van de onderneming;

2° het opnemen van contanten van een betaalrekening beperkt is tot een bedrag dat, rekening houdend met het profiel van de onderneming, strikt noodzakelijk is om courante betalingen voor dagelijkse behoeften contant te kunnen betalen wanneer een elektronische betaling niet mogelijk blijkt;

3° de onderneming haar cliënteel steeds de mogelijkheid biedt een elektronische betaling te verrichten;

4° de diamanthandelaar geen contanten gebruikt voor de aan- of verkoop van diamanten.

Art. 13. De basisbankdienst-aanbieder kan de basisbankdienst weigeren of opzeggen indien de onderneming niet voldoet aan de voorwaarden als bedoeld in artikel 12 of de informatie bedoeld in artikel 12 niet verstrekt.

HOOFDSTUK 5. — Bijkomende voorwaarden voor verrichtingen in Amerikaanse dollar

Art. 14. Wanneer de basisbankdienst betalingsdiensten bedoeld in artikel I.9, 1°, *c*), van het Wetboek van economisch recht in Amerikaanse dollar omvat, voldoet de aanvragende onderneming aan volgende bijkomende voorwaarden:

1° de onderneming toont aan dat de Amerikaanse dollar de functionele valuta is van de onderneming;

2° een transactie in Amerikaanse dollar kan worden onderworpen aan het voorafgaandelijke toezicht van de persoon als bedoeld in artikel 9, § 2, van de wet van 18 september 2017 van de basisbankdienst-aanbieder;

3° de onderneming documenteert precies en nauwkeurig de legitimiteit van elke transactie in Amerikaanse dollar;

4° de transacties blijven beperkt tot de betalingsdiensten als bedoeld in artikel I.9, 1°, *c*), van het Wetboek van economisch recht.

Wanneer het verlenen van verrichtingen in Amerikaanse dollar onverenigbaar is met de vereisten opgelegd door een correspondentinstelling in de zin van artikel 4, 34°, *a*) en *b*), van de wet van 18 september 2017 van de basisbankdienst-aanbieder zal deze betalingsdienst in Amerikaanse dollar niet of niet langer aangeboden worden door de basisbankdienst-aanbieder die zijn beslissing op onderbouwde wijze rechtvaardigt.

Art. 15. De basisbankdienst-aanbieder kan de basisbankdienst weigeren of opzeggen indien de onderneming niet voldoet aan de voorwaarden zoals bedoeld in artikel 14 of de informatie bedoeld in artikel 14 niet verstrekt.

CHAPITRE 6. — *Mentions figurant dans le formulaire de demande et les pièces à y annexer*

Art. 16. Outre les documents visés à l'article VII.59/5, alinéas 2 et 3, du Code de droit économique, le formulaire de demande comporte les mentions suivantes :

1° le nom de l'entreprise ou de la mission diplomatique demandeuse ;

2° la forme juridique de l'entreprise ou de la mission diplomatique demandeuse ;

3° l'adresse du siège social de l'entreprise ou de la mission diplomatique demandeuse ;

4° le numéro d'entreprise de l'entreprise demandeuse ou un justificatif d'une demande d'inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises ;

5° le cas échéant, le nom et la qualité du ou des représentant(s) de l'entreprise ou de la mission diplomatique demandeuse ;

6° l'adresse électronique et le numéro de téléphone à laquelle l'entreprise ou la mission diplomatique demandeuse peut être contactée ;

7° les modalités que l'entreprise ou la mission diplomatique demandeuse souhaite utiliser.

Le formulaire de demande comprend également une déclaration selon laquelle le traitement des données à caractère personnel effectué par des tiers est régi par un protocole conclu entre le responsable du traitement et les tiers.

CHAPITRE 7. — *Frais de fonctionnement de la chambre du service bancaire de base*

Art. 17. Les contributions sont payées par les établissements de crédit tels que visés à l'article VII.59/11, alinéa 1^{er}, du Code de droit économique, qui possèdent au moins 0,1 pourcent de part de marché.

Les frais de fonctionnement comprennent les frais de personnel, les frais de développement et de gestion des systèmes informatiques et les frais des experts et des membres permanents visés à l'article 4, 2°.

Art. 18. Le montant de la contribution est réparti entre tous les établissements de crédit visés à l'article 17 au prorata de leur part de marché.

CHAPITRE 8. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 19. L'année de l'entrée en vigueur du présent arrêté, le montant de la contribution visé à l'article 18 est multiplié par une fraction dont le dénominateur est douze et le numérateur est le nombre de mois de l'année civile à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté, chaque mois commencé comptant pour un mois complet.

Art. 20. Le ministre qui a l'Economie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 décembre 2022.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
P.-Y. DERMAGNE

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2023/30091]

21 DECEMBRE 2022. — Arrêté royal portant l'octroi d'une dotation fédérale pour équipement de maintien de l'ordre public en faveur de la police locale pour l'année 2022

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que j'ai l'honneur de soumettre à Votre signature concerne, la dotation pour équipement de maintien de l'ordre public octroyée par l'Autorité fédérale à la commune ou à la zone de police pluricommunale pour le fonctionnement de la police locale durant l'année 2022.

L'article 41bis de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégrée, structuré à deux niveaux (LPI) prévoit la possibilité, pour l'Autorité fédérale, d'accorder des dotations spécifiques aux zones de police.

HOOFDSTUK 6. — *De vermeldingen op het aanvraagformulier en de erbij te voegen stukken*

Art. 16. Naast de documenten bedoeld in artikel VII.59/5, tweede en derde lid, van het Wetboek van economisch recht, wordt het volgende vermeld op het aanvraagformulier:

1° de naam van de aanvragende onderneming of diplomatieke zending;

2° in voorkomend geval de rechtsvorm van de aanvragende onderneming of diplomatieke zending;

3° het adres van de hoofdzetel van de aanvragende onderneming of diplomatieke zending;

4° het ondernemingsnummer van de aanvragende onderneming of een bewijs van een aanvraag van inschrijving bij de Kruispuntbank van ondernemingen;

5° in voorkomend geval de naam en hoedanigheid van de vertegenwoordiger(s) van de aanvragende onderneming of diplomatieke zending;

6° het e-mailadres en het telefoonnummer waarop de aanvragende onderneming of diplomatieke zending bereikt kan worden;

7° de modaliteiten waarvan de aanvragende onderneming of diplomatieke zending gebruik wil maken.

Het aanvraagformulier bevat eveneens de mededeling dat de verwerking van persoonsgegevens door derden wordt geregeld in een protocol gesloten tussen de verwerkingsverantwoordelijke en de derden.

HOOFDSTUK 7. — *Werkingskosten van de basisbankdienst-kamer*

Art. 17. De bijdragen worden betaald door de kredietinstellingen als bedoeld in artikel VII.59/11, eerste lid, van het Wetboek economisch recht, die minstens 0,1 procent marktaandeel bezitten.

De werkingskosten bestaan uit de personeelskosten, de kosten voor het ontwikkelen en beheren van de informaticasystemen en de kosten voor de experts en permanente leden als bedoeld in artikel 4, 2°.

Art. 18. Het bedrag van de bijdrage wordt omgeslagen over alle kredietinstellingen als bedoeld in artikel 17 naar verhouding van hun marktaandeel.

HOOFDSTUK 8. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 19. In het jaar van de inwerkingtreding van dit besluit wordt het bedrag van de bijdrage bedoeld in artikel 18 vermenigvuldigd met een breuk waarvan de noemer twaalf is en de teller het aantal maanden van het kalenderjaar vanaf de inwerkingtreding van dit besluit, waarbij elke begonnen maand voor een volle maand wordt geteld.

Art. 20. De minister bevoegd voor Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 december 2022.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
P.-Y. DERMAGNE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2023/30091]

21 DECEMBER 2022 — Koninklijk besluit houdende de toekenning van een federale dotatie voor uitrusting handhaving openbare orde voor de lokale politie voor het jaar 2022

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat ik de eer heb te Uwer ondertekening voor te leggen, betreft een federale dotatie voor de uitrusting handhaving openbare orde aan de gemeente of aan de meergemeentepolitiezone voor de werking van de lokale politie voor het jaar 2022.

Het artikel 41bis van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus (WGP), voorziet in de mogelijkheid voor de federale overheid om specifieke dotaties toe te kennen aan de politiezones.